

VILLE DE LONGUEUIL

Rapport
financier
2020

longueuil


Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Longueuil | 58227 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvie Toupin, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Longueuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature 

Date 9 avril 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Fonds local d'investissement	34
Fonds local de solidarité	36
Excédent (déficit) accumulé	38
Avantages sociaux futurs	42

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	49
Analyse des charges consolidées	61

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	67
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	68
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	69
Charges par objets	70
Excédent (déficit) accumulé	71
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	75
Analyse des charges sans amortissement	87
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	91
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	92
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	93
Charges par objets	94
Excédent (déficit) accumulé	95
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	99
Analyse des charges sans amortissement	111

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Longueuil et aux membres du conseil de l'agglomération de Longueuil

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Longueuil (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2020 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de

l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot
*Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Guylaine Séguin, CPA auditrice, CA

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique
no A111208

Guylaine Séguin, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Longueuil

Montréal
Le 9 avril 2021

Longueuil
Le 9 avril 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	345 068 011	343 504 999	330 427 034
Compensations tenant lieu de taxes	2	15 892 226	15 775 727	15 206 131
Quotes-parts	3	184 571 055	184 267 807	179 040 595
Transferts	4	245 499 851	109 248 032	75 513 979
Services rendus	5	28 380 329	199 185 721	206 785 208
Imposition de droits	6	24 391 907	33 454 058	31 717 767
Amendes et pénalités	7	16 290 150	10 638 321	14 622 414
Revenus de placements de portefeuille	8	1 086 977	323 965	366 969
Autres revenus d'intérêts	9	3 814 413	3 745 018	4 818 031
Autres revenus	10	3 913 330	20 532 966	5 787 500
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	868 908 249	920 676 614	864 285 628
Charges				
Administration générale	14	73 019 864	72 145 317	71 412 923
Sécurité publique	15	174 208 978	174 346 140	170 866 309
Transport	16	384 240 118	349 918 886	346 024 861
Hygiène du milieu	17	95 398 836	137 045 695	105 190 028
Santé et bien-être	18	2 612 700	2 470 665	2 650 685
Aménagement, urbanisme et développement	19	25 811 599	30 783 347	29 596 189
Loisirs et culture	20	77 175 838	72 781 618	76 986 336
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	27 092 578	25 682 515	28 192 619
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	859 560 511	865 174 183	830 919 950
Excédent (déficit) de l'exercice	25	9 347 738	55 502 431	33 365 678
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		1 003 947 905	970 582 227
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		1 003 947 905	970 582 227
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		1 059 450 336	1 003 947 905

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	83 162 593	63 234 138
Débiteurs (note 5)	2	244 046 616	231 462 360
Prêts (note 6)	3	4 685 349	2 378 619
Placements de portefeuille (note 7)	4	10 054 707	20 052 071
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	341 949 265	317 127 188
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		11 840 864
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	195 324 565	173 015 741
Revenus reportés (note 12)	12	37 175 042	34 788 433
Dette à long terme (note 13)	13	755 787 278	746 891 182
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	49 342 500	44 155 700
Autres passifs (note 14)	15	570 000	790 000
	16	1 038 199 385	1 011 481 920
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(696 250 120)	(694 354 732)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	1 651 789 331	1 592 931 624
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	89 368 820	91 459 081
Stocks de fournitures	20	10 387 635	9 511 377
Autres actifs non financiers (note 18)	21	4 154 670	4 400 555
	22	1 755 700 456	1 698 302 637
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	1 059 450 336	1 003 947 905

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 347 738	55 502 431	33 365 678
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	370 485 000 )(	154 151 355 )(	153 008 230)
Produit de cession	3		3 252 818	490 438
Amortissement	4	97 138 182	92 346 919	92 826 531
(Gain) perte sur cession	5		(1 252 682)	4 826 715
Réduction de valeur / Reclassement	6		946 593	1 282 812
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(273 346 818)	(58 857 707)	(53 581 734)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		2 090 261	(820 341)
Variation des stocks de fournitures	10		(876 258)	(953 088)
Variation des autres actifs non financiers	11		245 885	(2 754 233)
	12		1 459 888	(4 527 662)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(263 999 080)	(1 895 388)	(24 743 718)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(694 354 732)	(669 611 014)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(694 354 732)	(669 611 014)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(696 250 120)	(694 354 732)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	55 502 431	33 365 678
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	92 346 919	92 826 531
Autres			
▪ Perte sur cession d'immos	3	(1 252 682)	4 826 715
▪ Réd.valeur, dons, reclas immos	4	(4 682 516)	808 188
	5	141 914 152	131 827 112
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(12 584 256)	(13 801 457)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	25 685 135	3 442 977
Revenus reportés	9	2 386 609	13 624 954
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	5 186 800	774 300
Propriétés destinées à la revente	11	2 090 261	(820 341)
Stocks de fournitures	12	(876 258)	(953 088)
Autres actifs non financiers	13	245 885	(2 754 233)
	14	164 048 328	131 340 224
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	150 809 838 )(	151 608 589)
Produit de cession	16	3 252 818	490 438
	17	(147 557 020)	(151 118 151)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	4 237 180 )(	898 350)
Remboursement ou cession	19	621 731	1 190 225
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 (	2 636 )(	10 000 000)
Cession	21	10 000 000	10 000 000
	22	6 381 915	291 875
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	147 287 279	183 395 430
Remboursement de la dette à long terme	24 (	138 380 449 )(	156 359 104)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(11 840 864)	(2 234 600)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(10 734)	(539 131)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(2 944 768)	24 262 595
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	19 928 455	4 776 543
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	63 234 138	58 457 595
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	63 234 138	58 457 595
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	83 162 593	63 234 138

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Longueuil (ci-après la « Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2002, en vertu de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais (L.Q.2000, c.56)*.

Suite à la *Loi sur la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q.2003, c.14)*, les villes de Boucherville, Brossard, Saint-Lambert et Saint-Bruno-de-Montarville ont été reconstituées le 1er janvier 2006. Les municipalités résultant de cette réorganisation demeurent toutefois liées les unes aux autres, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q. c.E-20.001)*.

La Ville est régie par la *Loi sur les cités et villes*.

Incidences résultant de la pandémie de COVID-19

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde. La pandémie de COVID-19 et les mesures prises en réaction à l'écllosion ont entraîné des perturbations temporaires importantes des activités de la Ville. La Ville a pris et continuera de prendre des mesures à la suite de ces événements afin d'en minimiser les répercussions. Toutefois, à la date de mise au point définitive des états financiers, la durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues. Par conséquent, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers, les flux de trésorerie et la situation financière de la Ville pour les exercices futurs.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 ainsi que la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

a) Périmètre comptable

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Ces organismes sont : Société Rive et Parcs de Longueuil (SRPL), Développement économique de l'agglomération de Longueuil (DEL), Réseau de transport de Longueuil (RTL) et Conseil des arts de Longueuil (CAL).

Les opérations réciproques entre l'agglomération et l'administration municipale, ainsi que les opérations entre les organismes du périmètre, ont été éliminées aux fins de la présentation des informations financières consolidées.

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers**i) Placements de portefeuille**

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

ii) Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats détaillés par organismes au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

i) Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen pondéré pour la Ville et selon la méthode de l'épuisement successif pour le RTL.

ii) Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 20 ans

Réduction de valeur (moins-value)

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

iii) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente d'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

D) Passifs

i) Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au poste Assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement. Au 31 décembre 2020, un montant de 0,6 M\$ (0,8 M\$ en 2019) est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

ii) Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission et de refinancement de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

iii) Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

E) Revenus

Constataion des revenus

Les revenus de transferts sont constatés aux états financiers consolidés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, où les critères d'admissibilité ont été satisfaits et lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste "Revenus reportés".

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt du rôle de perception initial et spécial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Conformément aux modalités de l'entente intervenue entre les parties, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020, les revenus provenant de l'ARTM correspondent à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire du RTL. Ils sont constatés sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon les dépenses réelles du RTL.

Les autres revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les intérêts sur placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées et à payer en fin d'exercice par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux, qui est un régime interemployeur auquel participe la Ville, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeur, auxquels participe la Ville sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs pour les régimes non capitalisés et selon la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires futurs pour les régimes capitalisés, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement de personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement prévu des actifs, ceux-ci sont évalués selon la valeur liée au marché cinq ans pour la majorité (ou quasi-totalité) des régimes de retraite. La méthode utilisée par le RTL est basée sur la valeur au marché sur une période de trois ans.

Les gains et pertes actuariels, réalisés au cours d'un exercice ne sont généralement pas constatés immédiatement et ils sont amortis et constatés sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants à compter de l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

La *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* requiert la création de deux volets distincts, soit un volet pour le service postérieur au 31 décembre 2013 et un volet pour le service antérieur au 1er janvier 2014 pour les régimes capitalisés. Pour cette raison, la méthode d'évaluation de l'obligation du volet antérieur au 1er janvier 2014 des régimes capitalisés a été modifiée pour utiliser la méthode actuarielle de répartition des prestations projetées. La même méthode avait été appliquée à l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

L'excédent, en tout ou en partie, de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une affectation aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins fiscales.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes:

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables.

- Avantages sociaux futurs :

- Pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, l'excédent est inscrit aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir et le RTL a amorti partiellement cette somme au cours de 2020;

- Pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- À noter que cet allègement n'est plus permis (à compter de l'année financière 2020) pour les nouvelles modifications affectant le service passé;

- À titre de mesure d'allègement pour les écarts entre la charge et le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés. La différence entre les prestations/ primes versées et la charge, lorsque positive, est amortie.

- À titre de mesure d'allègement consentis par le MAMH selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement relié aux pertes actuarielles de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10% du plus élevé entre le passif et l'actif au 1er janvier 2009.

Les montants ainsi transférés à l'égard des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés doivent être totalement amortis sur une période maximale correspondant à la DMERCA. Aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée;

- À titre de mesure d'allègement consentis par le MAMH afin qu'aux fins de taxation, la variation de la provision pour moins-value soit compensée par un gain ou une perte actuarielle.

- Assainissement des sites contaminés;

Passif constaté au 1er janvier 2015 : sur la durée des travaux d'assainissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Financement à long terme des activités de fonctionnement au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Excédent (déficit) de fonctionnement affecté

L'excédent (déficit) de fonctionnement affecté correspond à la partie du surplus dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Conformément à la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais*, les surplus cumulés au 31 décembre 2001 des municipalités fusionnées sont au bénéfice des contribuables de ces dernières.

- Le fonds Développement immobilier servira au financement en totalité ou partiel du coût de la mise en oeuvre du plan de développement durable de la Ville et du plan de développement immobilier.
- Le fonds Infrastructures et grands projets et le fonds Immobilisations permettront de régulariser le service de la dette par le financement partiel ou complet d'immobilisations municipales et le remboursement anticipé de la dette.
- Le fonds Statutaire permettra à l'administration de faire face à des charges imprévues. Le fonds sera utilisé uniquement pour des charges non récurrentes.
- Le fonds du Budget participatif permettra à la Ville de réserver une somme prédéterminée en vue d'offrir une participation citoyenne dans le cadre du processus budgétaire.
- Le fonds Contrôle de la dette servira au remboursement anticipé de la dette.
- Le fonds d'Amortissement pour le remboursement des obligations municipales permettra à la Ville de rembourser les obligations municipales émises pour le financement des régimes de retraite.
- Le fonds Développement social est destiné au financement des dépenses liées au développement social.
- Le fonds pour Fins communautaires est destiné au développement communautaire.

Réserves financières

- Le fonds Assurance a pour mission de protéger la sécurité financière de l'organisation en relation avec un sinistre résultant d'un dommage causé aux actifs de la Ville ou résultant de la responsabilité de celle-ci.
- Le fonds Eau potable est destiné au financement des dépenses en immobilisations liées à la réhabilitation et au remplacement des infrastructures.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Le fonds Eaux usées sert au financement des dépenses en immobilisations liées à la réhabilitation et au remplacement des infrastructures.

Fonds réservés

En vertu de la charte de la Ville, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

- Le fonds réservé - Remembrement agricole est constitué de sommes d'argent perçues à même la surtaxe imposée pour le remembrement agricole afin de pourvoir aux charges liées à la remise en culture des terres en friches et ainsi développer les activités agricoles dans la zone décrétée.
- Les fonds locaux d'investissement et de solidarité servent aux activités d'investissement dans toute entreprise en démarrage ou en expansion.
- La Ville et le RTL possèdent trois fonds de roulement dont le capital autorisé est fixé à 42,9 M\$. Les fonds de roulement servent principalement au financement de dépenses en immobilisations qui doivent être remboursées sur une période maximale de dix (10) ans. Au cours des dix (10) prochains exercices, la Ville et le RTL devront renflouer la partie utilisée qui a été établie à 31 M\$ au 31 décembre 2020.
- Les soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés sont constitués des excédents de financement réalisés par emprunt sur les dépenses effectuées. Ces soldes sont principalement affectés au financement de dépenses décrétées par règlement d'emprunt, au paiement des échéances annuelles pour le remboursement de l'emprunt et à la réduction du solde de l'emprunt lors de son refinancement.

Compétence d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001)*, la Ville exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les villes liées. Les compétences portant sur l'évaluation municipale, le transport collectif des personnes, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau, les services de police, de sécurité incendie, la cour municipale, le logement social et certains éléments du développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	83 162 593	63 234 138
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	83 162 593	63 234 138
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	3 265 156	2 205 092
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	61 641 000	74 121 000

Note

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie sont composées des engagements de prêts des FLI et d'aide d'urgence aux PME pour 1,6 M\$. Le solde des sommes affectées de 1,7 M\$ est composé de l'encaisse affecté de 1,3 M\$ du RTL à des fins de fonds d'assurance ainsi que de 0,4 M\$ de la Société Rive et Parcs de Longueuil.

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	20 307 868	15 251 973
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	546	546
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	162 147 140	139 136 618
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	28 671 049	35 678 385
Organismes municipaux	15	3 638 883	3 311 942
Autres			
▪ Cour municipale	16	6 391 418	7 604 628
▪ Autres	17	22 889 712	30 478 268
	18	244 046 616	231 462 360
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	85 238 375	84 071 598
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	85 238 375	84 071 598
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	11 103 878	10 319 814

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 0,83% à 4,72% (1,66% à 4,72% au 31 décembre 2019) et viennent à échéance au plus tard en 2039.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

En vertu d'ententes avec le gouvernement provincial, la Ville et le RTL, recevront sous forme de transferts, une compensation pour les intérêts qu'ils doivent assumer pour leurs dettes.

Pour garantir les obligations de la Société d'économie mixte de l'Est de la Couronne Sud (SÉMECS) inc. dans le cadre de la modification et de l'optimisation du Centre de traitement par biométhanisation, cette dernière a consenti à la Ville une hypothèque de deuxième rang au montant de 50,6 M\$, le solde de cette hypothèque au 31 décembre 2020 est de 50,6 M\$. Une aide financière 24,6 M\$ provenant du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage a été comptabilisée dans les débiteurs. Cette aide permet de couvrir la contribution de la Ville à la SÉMECS pour le Centre de traitement.

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	262 508	262 508
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ FLI (Fds local investissement)	26	4 291 617	1 943 453
▪ FLS (Fds local de solidarité)	27	131 224	172 658
	28	4 685 349	2 378 619
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	1 591 749	283 030

Note

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	10 054 707	20 052 071
	32	10 054 707	20 052 071
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les autres placements de portefeuille sont composés d'un certificat de placement garanti, 2,60% (2,60% à 2,97% au 31 décembre 2019), échéant en 2021 ainsi que de dépôts à terme, 2,15% (2,5% au 31 décembre 2019), échéant en 2022.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	40 956 800	39 906 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(90 299 300)	(84 061 700)
	37	(49 342 500)	(44 155 700)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	40 574 900	44 173 900
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	8 291 200	6 910 400
Régimes à cotisations déterminées	40	152 291	256 663
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	587 646	561 996
	43	49 606 037	51 902 959

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car il ne peut être mesuré avec une fiabilité raisonnable.

La Ville et le Réseau de transport de Longueuil participent à 10 régimes de retraite qui sont visés par la Loi.

Pour la Ville, des ententes et sentences arbitrales ont été finalisées dans tous les régimes depuis 2019. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément aux dispositions de la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Loi et aux ententes conclues.

Pour le Réseau de transport de Longueuil, les ententes ont été finalisées pour tous ses régimes en 2016.

9. Autres actifs financiers

	2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	
Autres	45	
	46	

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville et les organismes disposent de marges de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires totalisant un maximum de 131,5 M\$. Au 31 décembre 2020, aucune marge est utilisé par la Ville et ses organismes (11,8 M\$ utilisé par le RTL en 2019).

En vertu des ententes avec la Ville de Longueuil, un maximum de 75 M\$ peut être prélevé de l'institution bancaire en dollars canadiens à un taux variable fondé sur le taux préférentiel moins 0,95% (1,5%; 3,0% au 31 décembre 2019). Cette marge de crédit est non garantie et renouvelable annuellement.

Le RTL dispose d'une marge de crédit d'exploitation d'un montant autorisé de 45 M\$, portant intérêt au taux de base (2,45%; 3,95% au 31 décembre 2019) et est renégociable annuellement. Le RTL dispose également d'une marge de crédit pour l'acquisition d'autobus d'un montant autorisé de 10 M\$, portant intérêt au taux de base (2,45%; 3,95% au 31 décembre 2019).

La marge de crédit de Société Rive et Parcs de Longueuil, d'un montant autorisé de 1,5 M\$, porte intérêt au taux préférentiel (2,45%; 3,95% au 31 décembre 2019) et est renégociable en mai 2021. Une hypothèque mobilière de 2,5 M\$ grevant tous les biens mobiliers présents et futurs est affectée à la garantie de l'emprunt.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	69 877 398	67 121 408
Salaires et avantages sociaux	48	69 862 376	65 389 319
Dépôts et retenues de garantie	49	27 385 458	27 241 078
Provision pour contestations d'évaluation	50	430 441	1 335 158
Autres			
▪ Gouvernement du Canada	51	33 307	60 545
▪ Gouvernement du Québec	52	1 584 770	3 116 265
▪ Organismes municipaux	53	14 984 123	1 255 713
▪ Int. courus dette à long terme	54	5 502 392	5 882 741
▪ Autres courus et passifs	55	5 664 300	1 613 514
	56	195 324 565	173 015 741

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	1 648 327	1 106 442
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59	6 585 702	5 128 068
Fonds parcs et terrains de jeux	60	6 485 445	5 734 602
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64	1 532 080	2 007 956
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Milieux humides	67	2 415 756	2 463 404
▪ Transferts	68	12 725 812	13 291 625
▪ Autres	69	5 781 920	5 056 336
▪	70		
	71	37 175 042	34 788 433

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,98	4,00	2021	2029	72	739 391 361	733 148 299
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,55	5,00	2021	2031	76	21 083 015	18 419 247
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres	5,00	5,00			79	270 000	270 000
					80	760 744 376	751 837 546
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(4 957 098)	(4 946 364)
					82	755 787 278	746 891 182

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	74 957 032		2 295 916	77 252 948
2022	84	84 263 300		1 127 019	85 390 319
2023	85	79 537 600		4 662 297	84 199 897
2024	86	69 339 000		1 634 944	70 973 944
2025	87	58 892 000		1 706 613	60 598 613
2026 et plus	88	372 402 429		9 926 226	382 328 655
	89	739 391 361		21 353 015	760 744 376
Intérêts et frais accessoires	90		()	()	
	91	739 391 361		21 353 015	760 744 376

Note

La Ville et le RTL ont émis des obligations envers les régimes de retraite (PL54) pour un montant cumulé de 31 712 364 \$ (34 970 302 \$ au 31 décembre 2019).

14. Autres passifs

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93	570 000	790 000
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	570 000	790 000

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(696 250 120)	(694 354 732)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	()	()
Autres	101	()	()
	102	(696 250 120)	(694 354 732)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	266 847 439	10 239 330	29 958 315	247 128 454
Eaux usées	104	544 126 075	16 627 747	2 345 192	558 408 630
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	584 981 766	41 761 962	10 334 199	616 409 529
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	106	136 400 544	6 118 053	537 404	141 981 193
▪ Autres infras	107	107 574 285	2 919 914	151 976	110 342 223
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	432 780 579	24 850 613	(8 709)	457 639 901
Améliorations locatives	110	2 648 845	110 794		2 759 639
Véhicules	111	380 397 751	38 245 131	30 517 447	388 125 435
Ameublement et équipement de bureau	112	72 809 582	4 563 799	4 484 261	72 889 120
Machinerie, outillage et équipement divers	113	29 200 080	3 910 727	2 797 575	30 313 232
Terrains	114	62 882 029	10 141 293	410 452	72 612 870
Autres	115	4 484 157	4 370 606	71 064	8 783 699
	116	2 625 133 132	163 859 969	81 599 176	2 707 393 925
Immobilisations en cours	117	85 883 266	(9 708 614)	3 662	76 170 990
	118	2 711 016 398	154 151 355	81 602 838	2 783 564 915
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	94 874 791	7 497 864	29 958 315	72 414 340
Eaux usées	120	288 539 958	14 836 879	2 345 192	301 031 645
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	220 504 728	20 650 179	10 334 198	230 820 709
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	122	39 832 190	5 766 948	537 404	45 061 734
▪ Autres infras	123	36 834 070	882 074	151 976	37 564 168
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	200 427 529	11 673 778	(8 709)	212 110 016
Améliorations locatives	126	2 115 590	121 698		2 237 288
Véhicules	127	170 261 509	22 436 983	27 999 299	164 699 193
Ameublement et équipement de bureau	128	49 923 526	5 626 395	4 484 261	51 065 660
Machinerie, outillage et équipement divers	129	13 911 594	2 231 571	2 783 109	13 360 056
Autres	130	859 289	622 550	71 064	1 410 775
	131	1 118 084 774	92 346 919	78 656 109	1 131 775 584
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	1 592 931 624			1 651 789 331
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

La Ville a acquis des immobilisations dont un solde de 40 165 461 \$ au

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

31 décembre 2020 (43 761 773 \$ au 31 décembre 2019) est inclus dans les créiteurs et charges à payer.

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	65 474 323	66 289 346
Immeubles industriels municipaux	137	23 554 213	24 833 259
Autres	138	340 284	336 476
	139	89 368 820	91 459 081
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	89 368 820	91 459 081

Note

Le produit de cession des propriétés destinées à la revente constaté au cours de l'exercice s'établit à 7,4 M\$; le gain afférent à ces dispositions est de 5,2 M\$.

18. Autres actifs non financiers

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	4 064 649	4 224 739
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪ Dépôts sur achat de véhicules	145	90 021	175 816
▪	146		
	147	4 154 670	4 400 555

Note

19. Obligations contractuelles

La Ville et les organismes qu'elle contrôle se sont engagés par des contrats d'entretien ménager, d'enlèvement de la neige, de déblaiement des stationnements, d'enlèvement des ordures, de service animalier et d'entretien d'éléments d'aménagement, des parcs et des espaces de verdure et autres contrats, échéant jusqu'en 2046, à verser une somme totale de 652,3 M\$ durant cette période. Les engagements de la Ville comprennent pour 12,5 M\$ d'opérations avec ses organismes contrôlés jusqu'en 2023, dont 7,2 M\$ en 2021, 2,9 M\$ en 2022 et 2,4 M\$ en 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

(en millions de dollars)

	Ville de Longueuil	Organismes contrôlés	Total
2021	227,4	72,5	299,9
2022	98,6	14,7	113,3
2023	71,1	7,2	78,3
2024	47,4	4,3	51,7
2025	35,4	4,2	39,6
2026 et plus	69,5	0,0	69,5
	<u>549,4</u>	<u>102,9</u>	<u>652,3</u>

De plus, la Ville et les organismes contrôlés se sont engagés par des contrats pour les projets d'infrastructures et d'immobilisations pour un montant de 164,4 M\$. Ces engagements seront dépensés au cours des années 2021 à 2024.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2030, prévoyant la perception de loyers totalisant 10,8 M\$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 1,7 M\$ en 2021, à 1,2 M\$ en 2022, à 1,1 M\$ en 2023, à 1,1 M\$ en 2024 et à 1,0 M\$ en 2025.

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 9,5 M\$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 1,2 M\$ en 2021, 1,1 M\$ en 2022, 1,0 M\$ en 2023, 0,9 M\$ en 2024, 0,8 M\$ en 2025 et 4,4 M\$ pour les années 2026 et suivantes.

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 87,9 M\$ répartis sur cinq ans pour des travaux d'infrastructures. À la date des états financiers, la Ville évalue la programmation des travaux à effectuer. Aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu.

Le RTL a conclu, en 2019, un contrat de vente et de gestion d'espaces publicitaires échéant en 2028, prévoyant la perception de revenus, pour les années restantes au contrat de 8,3 M\$. Les revenus de publicités à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 0,9 M\$ en 2021, à 0,9 M\$ en 2022, à 1,0 M\$ en 2023, à 1,0 M\$ en 2024 et à 1,1 M\$ en 2025.

De plus, les dépenses admissibles sur les acquisitions d'autobus du RTL feront l'objet de subventions variant de 75% et 90% pour un total estimé de 71,6 M\$. L'échéancier prévu de ces subventions est de 35,9 M\$ en 2021, 8,1 M\$ en 2022, 8,7 M\$ en 2023 et 18,9 M\$ en 2024.

Le DEL a conclu des ententes échéant à diverses dates jusqu'en mars 2024 pour des paiements de transfert des gouvernements du Canada et du Québec ainsi que

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

des partenaires privés et organismes totalisant 3 M\$ pour plusieurs projets. Les encaissements des paiements de transfert prévus pour les prochains exercices s'élèvent à 2,1 M\$ en 2021, à 0,7 M\$ en 2022 et à 0,2 M\$ en 2023.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

S.O.

B) Auto-assurance

La Ville et les organismes assument une responsabilité à l'égard de certains litiges ou dommages. À cette fin, un surplus affecté de 1,3 M\$ pour le RTL et une réserve financière de 4,1 M\$ pour la Ville ont été créés. Ceux-ci s'élèvent à 5,4 M\$ au 31 décembre 2020.

C) Poursuites

Les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à environ 204,6 M\$. Il est pour le moment impossible de déterminer le dénouement de ces réclamations. La Ville en conteste le bien-fondé. Une provision jugée raisonnable a été comptabilisée aux livres. Le cas échéant, tout paiement pouvant résulter de ces réclamations pourra faire l'objet de financement à long terme, de financement par une réserve financière ou de financement par l'excédent non affecté.

D) Autres

Environnement

La Ville a décidé de faire une utilisation restreinte de certains terrains présentant un niveau de contamination acceptable pour leur usage actuel. Toutefois, si la Ville décidait de changer l'usage de ces terrains, elle devrait d'abord procéder à leur décontamination. Les frais de décontamination seraient alors comptabilisés dans les charges dans l'exercice financier où le changement d'usage aurait eu lieu ou comptabilisés au coût du terrain vendu.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques. Une comparaison avec le budget non consolidé, adopté en novembre 2019 par le conseil d'agglomération et en décembre 2019 par le conseil municipal, est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

25. Instruments financiers

Instruments financiers dérivés du Réseau de transport de Longueuil (RTL)

Le RTL conclut périodiquement des contrats d'achat à terme basés sur les indices « Heating Oil - NYMEX » avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie de la fluctuation du prix du carburant. Le RTL n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins spéculatives. Les gains et pertes réalisés qui y sont reliés sont constatés à l'état des résultats en contrepartie de la charge sur le carburant. Une perte de 2 185 350 \$ a été constaté au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (perte de 326 075 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019). La valeur au marché de ces instruments n'est pas constatée à l'état de la situation financière.

Au 31 décembre 2020, le RTL possède des contrats d'achat à terme échéant de 2021 à 2024 pour une quantité totale de référence de 15 750 000 litres dont la valeur au marché est de 2 201 276 \$ (au 31 décembre 2019, le RTL possédait des contrats d'achat à terme échéant de 2021 à 2023 pour une quantité totale de référence de 18 750 000 litres dont la valeur au marché était de 490 502 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Chiffres correspondants

Certains des chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalizations 2020			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	330 427 367	345 068 011	343 505 317			343 504 999
Compensations tenant lieu de taxes	2	15 643 034	15 892 226	16 223 003			15 775 727
Quotes-parts	3	179 040 595	184 571 055	184 267 807			184 267 807
Transferts	4	13 031 629	12 391 216	70 676 758		6 774 138	72 743 173
Services rendus	5	22 616 907	21 113 024	19 265 175		183 664 108	199 185 721
Imposition de droits	6	31 717 767	24 391 907	33 455 307			33 454 058
Amendes et pénalités	7	14 622 414	16 290 150	10 638 321			10 638 321
Revenus de placements de portefeuille	8	366 969	1 086 977	323 965			323 965
Autres revenus d'intérêts	9	4 780 641	3 814 413	3 727 262		17 756	3 745 018
Autres revenus	10	4 708 884	2 038 985	13 448 839		(294 260)	12 564 736
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	616 956 207	626 657 964	695 531 754		190 161 742	876 203 525
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	4 959 128	27 149 680	433 204		36 071 655	36 504 859
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	539 750	1 644 000	7 377 158			7 377 158
Autres	18	163 834		591 072			591 072
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	5 662 712	28 793 680	8 401 434		36 071 655	44 473 089
	21	622 618 919	655 451 644	703 933 188		226 233 397	920 676 614
Charges							
Administration générale	22	67 442 123	68 305 684	68 540 742	3 643 669		72 145 317
Sécurité publique	23	164 023 480	167 153 404	168 164 145	6 181 995		174 346 140
Transport	24	135 651 808	141 548 606	138 344 084	22 902 655	192 805 481	349 918 886
Hygiène du milieu	25	79 942 075	69 433 478	111 857 977	25 187 718		137 045 695
Santé et bien-être	26	2 650 685	2 612 700	2 470 665			2 470 665
Aménagement, urbanisme et développement	27	27 708 068	23 759 733	29 048 956	401 368	5 658 659	30 783 347
Loisirs et culture	28	60 774 082	60 175 307	56 740 639	10 666 639	6 014 928	72 781 618
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	24 518 231	24 631 676	22 288 828		3 393 687	25 682 515
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	70 934 651	73 875 160	68 984 044	(68 984 044)		
	33	633 645 203	631 495 748	666 440 080		207 872 755	865 174 183
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(11 026 284)	23 955 896	37 493 108		18 360 642	55 502 431

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(11 026 284)	23 955 896	37 493 108	18 360 642	55 502 431
Moins : revenus d'investissement	2	(5 662 712)	(28 793 680)	(8 401 434)	(36 071 655)	(44 473 089)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(16 688 996)	(4 837 784)	29 091 674	(17 711 013)	11 029 342
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	70 934 651	73 875 160	68 984 044	23 396 654	92 346 919
Produit de cession	5	416 447		3 149 096	103 722	3 252 818
(Gain) perte sur cession	6	4 771 184		(2 525 149)	1 272 467	(1 252 682)
Réduction de valeur / Reclassement	7	1 282 812		946 593		946 593
	8	77 405 094	73 875 160	70 554 584	24 772 843	95 293 648
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	4 457 969		2 163 282		2 163 282
Réduction de valeur / Reclassement	10	(860 967)				
	11	3 597 002		2 163 282		2 163 282
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	1 190 225		621 731		621 731
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(91 978)		1 308 719		1 308 719
	15	1 098 247		1 930 450		1 930 450
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	15 341 009		16 448 741		16 448 741
Remboursement de la dette à long terme	17	(56 943 386)	(57 342 323)	(59 682 460)	(5 130 518)	(64 812 978)
	18	(41 602 377)	(57 342 323)	(43 233 719)	(5 130 518)	(48 364 237)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(13 978 581)	(16 082 394)	(10 141 960)	(662 983)	(10 804 943)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	523 355	491 544	551 260		551 260
Excédent de fonctionnement affecté	21	5 803 105	6 825 356	8 501 922	75 424	8 577 346
Réserves financières et fonds réservés	22	(5 115 234)	(7 342 638)	(10 775 320)	(267 501)	(11 042 821)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	8 154 280	4 413 079	4 171 325	(660 181)	3 511 144
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(4 613 075)	(11 695 053)	(7 692 773)	(1 515 241)	(9 208 014)
	26	35 884 891	4 837 784	23 721 824	18 127 084	41 815 129
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	19 195 895		52 813 498	416 071	52 844 471

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	5 662 712	8 401 434	36 071 655	44 473 089
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (	3 194 776 )(	2 965 185 )(		2 965 185)
Sécurité publique	3 (	6 572 703 )(	12 515 102 )(		12 515 102)
Transport	4 (	40 770 032 )(	44 034 148 )(	45 955 156 )(	89 989 304)
Hygiène du milieu	5 (	19 803 324 )(	31 503 152 )(		31 503 152)
Santé et bien-être	6 () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	8 827 596 )(	1 240 433 )(	228 555 )(	1 468 988)
Loisirs et culture	8 (	28 843 838 )(	15 215 553 )(	494 071 )(	15 709 624)
Réseau d'électricité	9 () () ()
	10 (	108 012 269 )(	107 473 573 )(	46 677 782 )(	154 151 355)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 (	4 417 343 )(	73 021 )(		73 021)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12 (	898 350 )(	4 237 180 )(		4 237 180)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	66 046 187	52 577 794	4 068 000	56 645 794
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	13 978 581	10 141 960	662 983	10 804 943
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	13 766 295	1 817 048	13 526	1 830 574
Réserves financières et fonds réservés	17	11 101 666	10 242 544	70 868	10 313 412
	18	38 846 542	22 201 552	747 377	22 948 929
	19	(8 435 233)	(37 004 428)	(41 862 405)	(78 866 833)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 772 521)	(28 602 994)	(5 790 750)	(34 393 744)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019		2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	56 230 522	72 079 717	11 082 876	83 162 593
Débiteurs (note 5)	2	129 796 699	162 857 407	83 344 231	244 046 616
Prêts (note 6)	3	2 378 619	4 685 349		4 685 349
Placements de portefeuille (note 7)	4	20 000 000	10 000 000	54 707	10 054 707
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	208 405 840	249 622 473	94 481 814	341 949 265
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	133 134 064	151 336 193	46 143 394	195 324 565
Revenus reportés (note 12)	12	27 990 994	28 428 023	8 747 019	37 175 042
Dette à long terme (note 13)	13	662 853 641	677 914 213	77 873 065	755 787 278
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	43 011 400	47 966 100	1 376 400	49 342 500
Autres passifs (note 14)	15	790 000	570 000		570 000
	16	867 780 099	906 214 529	134 139 878	1 038 199 385
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(659 374 259)	(656 592 056)	(39 658 064)	(696 250 120)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	1 333 365 975	1 370 284 964	281 943 495	1 651 789 331
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	91 459 081	89 368 820		89 368 820
Stocks de fournitures	20	3 910 928	4 304 914	6 082 721	10 387 635
Autres actifs non financiers (note 18)	21	3 296 833	2 785 024	1 369 646	4 154 670
	22	1 432 032 817	1 466 743 722	289 395 862	1 755 700 456
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	24 108 716	60 770 999	(958 565)	59 546 168
Excédent de fonctionnement affecté	24	74 831 073	79 760 453	8 224 606	87 985 059
Réserves financières et fonds réservés	25	19 079 601	20 581 333	1 978 163	22 559 496
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(163 917 368)	(176 723 960)	(3 868 619)	(180 592 579)
Financement des investissements en cours	27	(51 877 304)	(81 097 648)	(341 957)	(81 173 339)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	870 433 840	906 860 489	244 704 170	1 151 125 531
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	772 658 558	810 151 666	249 737 798	1 059 450 336
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	220 958 773	217 856 987	317 743 569	310 762 181
Charges sociales	2	65 247 365	68 738 987	98 015 064	96 795 128
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	90 000	90 000	49 646	80 000
Autres biens et services	6	140 102 422	144 052 200	194 690 980	198 076 873
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	19 474 920	17 699 906	19 681 767	20 732 672
D'autres organismes municipaux	8		6 750	6 750	13 500
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 332 157	1 360 218	1 427 902	2 057 210
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	3 824 599	3 221 954	4 566 096	5 389 237
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	92 542 629	91 722 619	91 722 619	88 053 743
Transferts	13	4 238 425	4 803 021		(61 553)
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15	7 155 532	39 641 778	36 661 256	9 344 543
Autres	16				
Amortissement des immobilisations	17	73 875 160	68 984 044	92 346 919	92 826 531
Autres					
Autres	18	2 653 766	8 261 616	8 261 615	6 849 885
	19				
	20				
	21	631 495 748	666 440 080	865 174 183	830 919 950

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1 19 077	35 837
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2 126 536	153 685
Autres revenus	3 1 529 224	3 081
	4 1 674 837	192 603
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5 129 987	129 987
Variation de la provision pour moins-value	6 1 361 398	97 838
	7 1 361 398	227 825
Autres charges	8 1 542 199	14 118
	9 2 903 597	241 943
Excédent (déficit) de l'exercice	10 (1 228 760)	(49 340)
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 2 810 964	2 979 109
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13 1 748 805	7 551
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14 5 838 470	2 188 174
Provision pour moins-value	15 (1 546 852)	(244 720)
	16 4 291 618	1 943 454
	17 8 851 387	4 930 114
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18 1 097 735	111 079
Revenus reportés	19	
Dettes à long terme	20 8 702 427	4 539 050
	21 9 800 162	4 650 129
Solde du Fonds local d'investissement	22 (948 775)	279 985
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		
Libres - FLI régulier	23 1 720 941	2 451 109
Libres - Aide d'urgence aux PME	24 (483 527)	
Supportant les engagements de prêts - FLI régulier	25 555 000	528 000
Supportant les engagements de prêts - Aide d'urgence aux PME	26 1 018 550	
Supportant les garanties de prêts - FLI régulier	27	
Supportant les garanties de prêts - Aide d'urgence aux PME	28	
	29 2 810 964	2 979 109

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

.	2020
	\$
Prêts (0% à 11%), échéant entre 2021 et 2026	5 822 428
Débiteurs, 10%, non garanties, participantes rachetables par l'organisme à l'échéance jusqu'en 2021	16 042
	5 838 470
Provision pour perte	(1 546 852)
	4 291 618

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Le cumul des prêts et débiteurs depuis la création, en 2000, est de 18,02 M\$ incluant 3,41 M\$ pour le volet PAUPME. Ceux octroyés en 2020 s'élèvent à 4 237 180 \$ incluant 3 408 680 \$ pour le volet PAUPME.

Les montants à recevoir au cours des prochaines années sont:

2021	1 258 777 \$
2022	1 432 005
2023	1 230 308
2024	1 060 350
2025	630 959
2026	<u>226 071</u>
	5 838 470 \$

Note sur la dette à long terme

Emprunt au gouvernement du Québec, sans intérêt, consenti pour l'établissement d'un fonds local d'investissement, remboursable à partir de juin 2023.

Emprunt au gouvernement du Québec, sans intérêt, consenti pour l'établissement d'une aide d'urgence au PME, remboursable en un versement le 31 mars 2030. Les sommes non versées au 30 avril 2021 sont exigibles.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants:

2021	754 697 \$
2022	0
2023	3 489 858
2024	415 136
2025	437 425
2026	189 639
2027	6 992
2028	0
2029	0
2030	<u>3 408 680</u>
	8 702 427 \$

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	6 937
Autres revenus	3	21 260
	4	6 937
		21 260
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	33 750
Variation de la provision pour moins-value	6	13 853
	7	6 587
		47 603
Intérêts sur la dette à long terme	8	6 750
Autres charges	9	71
	10	13 408
		64 348
Excédent (déficit) de l'exercice	11	(6 471)
		(43 088)
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	129 078
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14	42 506
Prêts aux entreprises	15	176 121
Provision pour moins-value	16	(44 897)
	17	131 224
	18	302 808
		312 552
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	19	6 759
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21	270 000
	22	276 759
		280 032
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	
Excédent (déficit) non affecté	24	26 049
	25	26 049
		32 520
		32 520
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		
Libres	26	129 078
Supportant les engagements de prêts	27	
	28	129 078
		53 590
Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu		
	2020	
	\$	
Prêts (0% à 11%), échéant entre 2021 et 2025	176 121	
Provision pour perte	(44 897)	
	131 224	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les montants à recevoir au cours des prochaines années sont:

2021	64 763 \$
2022	67 501
2023	31 000
2024	10 285
2025	<u>2 572</u>
	176 121 \$

Note sur la dette à long terme

Marge de crédit ouverte, d'un montant autorisé de 750 000 \$, portant intérêt au taux de 5%. Le solde utilisé au 31 décembre est de 270 000 \$.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	59 546 168	23 118 114
Excédent de fonctionnement affecté	2	87 985 059	82 879 427
Réserves financières et fonds réservés	3	22 559 496	20 861 131
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(180 592 579)	(168 446 168)
Financement des investissements en cours	5	(81 173 339)	(46 162 244)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	1 151 125 531	1 091 697 645
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	1 059 450 336	1 003 947 905

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	60 770 999	24 108 716
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(1 224 831)	(990 602)
	11	59 546 168	23 118 114

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Contrôle de la dette	12	939 112	1 264 113
▪ Fonds d'infras./immobilisation	13	41 138 723	37 198 578
▪ Fonds réserve statutaire	14	5 890 443	6 396 130
▪ Fonds développement immobilier	15	16 200 406	15 568 737
▪ Fonds d'amort. remb.oblig. mun	16	10 750 000	10 350 000
▪ Budget participatif	17	600 000	800 000
▪ Fins communautaires	18	207 500	207 500
▪ Fonds de développement social	19	222 460	
▪ Autres	20	3 811 809	3 046 015
	21	79 760 453	74 831 073
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Service de la dette	22	414 200	414 200
▪ Fonds d'immobilisations	23	5 052 841	5 154 710
▪ Autres	24	2 757 565	2 479 444
	25	8 224 606	8 048 354
	26	87 985 059	82 879 427

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Fonds d'assurance	27 4 150 225	4 548 014
▪ Fonds eau potable	28 464 468	
▪ Fonds eaux usées	29 323 108	
▪	30	
▪	31	
	32 4 937 801	4 548 014
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 10 207 577	9 865 217
Organismes contrôlés et partenariats	38 1 717 856	1 521 223
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 39 320	96 935
Organismes contrôlés et partenariats	40 260 307	260 307
Montant non réservé		
Administration municipale	41 176 458	39 320
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43 3 462 033	2 875 580
Fonds local de solidarité	44 164 825	129 862
Autres		
▪ Fonds remembrement agricole	45 1 001 772	939 182
▪ Fds parcs et terrains de jeux	46 591 547	585 491
	47 17 621 695	16 313 117
	48 22 559 496	20 861 131

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (1 790 000)	(1 790 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (33 260 219)	(34 287 800)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (27 583 500)	(28 336 460)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (53 303 100)	(47 065 500)
	54 (112 356 819)	(107 899 760)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 (570 000)	(790 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres		
▪	58 ()	()
▪	59 ()	()
	60 (112 926 819)	(108 689 760)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (4 279 584)	(3 903 830)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (8 972 427)	(4 809 050)
Autres		
▪ Dép. fonct. à financer à LT	72 (8 063 302)	(10 396 138)
▪ Dette LT liée aux act. fonct.	73 (54 585 818)	(45 850 117)
	74 (75 901 131)	(64 959 135)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 3 812 530	3 086 616
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77 4 422 841	2 116 111
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80 8 235 371	5 202 727
	81 (180 592 579)	(168 446 168)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	44 390 489	47 652 041
Investissements à financer	83 (	125 563 828 )(	93 814 285)
	84	(81 173 339)	(46 162 244)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	1 651 789 331	1 592 931 624
Propriétés destinées à la revente	86	89 368 820	91 459 081
Prêts	87	4 685 349	2 378 619
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	1 745 843 500	1 686 769 324
Ajustements aux éléments d'actif	91	(4 422 841)	(2 116 111)
	92	1 741 420 659	1 684 653 213
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	755 787 278 )(	746 891 182)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	4 957 098 )(	4 946 364)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	85 238 375	84 071 598
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	67 837 830	54 562 998
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	17 373 043	20 247 382
	98 (	590 295 128 )(	592 955 568)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ())
	100 (	590 295 128 )(	592 955 568)
	101	1 151 125 531	1 091 697 645

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	10
Régimes supplémentaires de retraite	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées.

Les prestations prévues au titre du régime de retraite de la Ville de Longueuil sont principalement en fonction du nombre d'années de service et du salaire final moyen des trois années consécutives les mieux rémunérées.

Le Réseau de transport de Longueuil (RTL) offre à ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. Les prestations prévues au titre des régimes de retraite du RTL sont spécifiques à chaque régime de retraite.

Pour la Ville de Longueuil, les évaluations actuarielles les plus récentes des régimes de retraite aux fins de la capitalisation ont été effectuées au 31 décembre 2018 pour tous les régimes.

Pour le Réseau de transport, les évaluations actuarielles les plus récentes ont été effectuées au 31 décembre 2018 pour quatre groupes d'employés et au 31 décembre 2017 pour le groupe d'employés d'entretien.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	39 906 000	35 917 500
Charge de l'exercice	4 (	40 574 900)	(44 173 900)
Cotisations versées par l'employeur	5	41 625 700	48 162 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	40 956 800	39 906 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	1 638 423 700	1 547 189 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	1 718 378 200)	(1 585 288 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(79 954 500)	(38 099 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	120 911 300	78 005 100
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	40 956 800	39 906 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	40 956 800	39 906 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	13	15
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	1 638 423 700	1 547 189 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	1 718 378 200)	(1 585 288 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	79 954 500)	(38 099 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	62 257 000	59 249 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		4 860 700
	20	62 257 000	64 110 200
Cotisations salariales des employés	21 (	31 900 800)	(29 888 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	3 247 200)	(2 622 600)
	23	27 109 000	31 599 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	11 971 000	10 897 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪ Rachats et transferts coûts	29	3 959 500	137 800
▪ Rachats et transferts cotis.	30	(3 959 500)	(137 800)
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	39 080 000	42 497 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	92 290 100	89 539 000
Rendement espéré des actifs	33 (	90 795 200)	(87 862 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	1 494 900	1 676 400
Charge de l'exercice	35	40 574 900	44 173 900
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	93 038 900	82 706 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	90 795 200)	(87 862 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	2 243 700	(5 156 500)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(57 120 900)	(6 280 900)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	82 538 100	76 497 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	1 660 206 200	1 566 791 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	31 712 400	34 970 200
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	10 061 700	9 202 200
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	15 140 300	14 079 500
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	44 847 300	53 676 700
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,53 %	5,90 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,90 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,64 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à certains employés des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés. Ces régimes prévoient une prestation de retraite additionnelle pour la portion de rente non couverte par les régimes de base compte tenu des limites fiscales. De plus, des avantages complémentaires de retraite liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires sont aussi accordés à la plupart des employés.

Pour les avantages sociaux futurs non capitalisés, la date de la dernière évaluation actuarielle est le 31 décembre 2019.

Le RTL offre à ses cadres de direction un régime supplémentaire de retraite qui leur permet de recevoir des prestations de retraite supplémentaires à celles qu'ils pourront recevoir aux termes du régime capitalisé. Aucune cotisation n'est requise de la part des participants au régime supplémentaire.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (84 061 700)	(79 298 900)
Charge de l'exercice	56 (8 291 200)	(6 910 400)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 2 053 600	2 147 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (90 299 300)	(84 061 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (101 305 500)	(100 024 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (101 305 500)	(100 024 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 11 006 200	15 962 500
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (90 299 300)	(84 061 700)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (90 299 300)	(84 061 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (101 305 500)	(100 024 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (101 305 500)	(100 024 200)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 3 979 400	3 110 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 3 979 400	3 110 900
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 3 979 400	3 110 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 1 870 400	919 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 5 849 800	4 030 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 2 441 400	2 880 200
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 2 441 400	2 880 200
Charge de l'exercice	87 8 291 200	6 910 400
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 3 085 900	(13 254 400)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 2 053 600	2 147 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 15	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 1,60 %	2,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	2,66 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,07 %	5,07 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪ Tx crois. coût soins dentaires	104 4	4
▪ Tx ultime crois. coût s. dent	105 4	4

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Longueuil est promoteur de deux régimes à cotisations déterminées. Cependant, les cotisations ci-dessous tiennent compte des cotisations versées par la Ville aux régimes des villes reconstituées.

Le RTL est promoteur d'un régime de retraite à cotisations déterminées pour le groupe d'employés d'entretien. En 2020, aucune cotisation n'a été effectuée puisque le régime a pris fin au 1er janvier 2010.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	152 291	256 663
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111	152 291	256 663

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	35	35

Description du régime**Description du régime de prestations supplémentaires de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM)**

Par le décret 26-2017 du 25 janvier 2017, paru dans la Gazette officielle du 8 février 2017, le gouvernement a édicté le Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM), établi par règlement pris en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM)*. Depuis 1989, les élus municipaux ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

cotisent plus et les municipalités ne contribuent plus au RRMCM, lequel avait été mis en place en 1975. Ce régime a été remplacé en 1989 par le régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir à la poursuite du paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables de pourvoir aux paiements des prestations du RPSMCM. L'annexe I du règlement établissant le RPSMCM détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un % fixe. En début de chaque année, Retraite Québec facture les municipalités pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'elle doit verser pour cet exercice; telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Le déficit actuariel du RRMCM au 31 décembre 2016, d'après les états financiers du régime établis à cette date, est de 8 159 840 \$. La part de ce déficit dont la Ville de Longueuil est responsable est de 2 802 \$.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	112 392	105 489
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	378 769	355 706
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	208 877	206 290
	122	587 646	561 996

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	330 577 577	329 228 704	314 706 910
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	3 405 492	3 401 659	4 688 011
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6	162 638	93 678	162 065
Activités d'investissement	7			
Autres	8	218 532	220 278	244 299
	9	334 364 239	332 944 319	319 801 285
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	785 181	802 200	787 077
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 223 820	2 145 817	2 252 299
Service de la dette	18	7 694 771	7 612 981	7 586 373
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	10 703 772	10 560 998	10 625 749
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	10 703 772	10 560 998	10 625 749
	27	345 068 011	343 505 317	330 427 034

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2020	2020	2020	2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	1 404 123	1 466 728	1 442 839
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	450	417	455
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	4 380	4 684	4 386
	32	1 408 953	1 471 829	1 447 680
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	3 693 256	3 763 302	3 638 703
Cégeps et universités	34	2 049 020	2 059 143	2 015 458
Écoles primaires et secondaires	35	4 166 742	4 338 860	4 107 552
	36	9 909 018	10 161 305	9 761 713
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	11 317 971	11 633 134	11 209 393
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	4 126 210	4 141 836	3 995 975
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	450	757	763
Taxes d'affaires	44			
	45	4 126 660	4 142 593	3 996 738
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	447 595	447 276	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	447 595	447 276	
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	15 892 226	16 223 003	15 206 131

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	218 627	218 627	209 350
Sécurité publique				
Police	54	245 561	483 689	683 667
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56		34 000	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	551 854	607 232	875 760
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		1 113 965	1 516 573
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		142 279	56 469
Réseau de distribution de l'eau potable	69	471 184	364 398	551 343
Traitement des eaux usées	70		17 789	25 621
Réseaux d'égout	71	61 695	66 321	244 890
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	2 150 000	2 262 797	2 134 910
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73		7 709	7 709
Tri et conditionnement	74			
Autres	75		24 640 000	24 640 000
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	50 000	40 208	5 379
Autres	79	4 893		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80	2 296	2 732	3 649
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	154 510	189 141	50 581
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83		184 976	71 480
Rénovation urbaine	84	59 745	603 732	829 539
Promotion et développement économique	85		1 522 870	1 291 434
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	84 460	85 052	72 078
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	895 589	1 021 384	819 953
Autres	89	112 375	153 327	123 346
Réseau d'électricité	90			
	91	4 844 162	32 648 263	9 566 022

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95	82 000	82 000	95 629
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	8 243 000		2 307 563
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	590 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		36 071 655	53 662 833
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	6 139 000		1 304 000
Traitement des eaux usées	109	5 715 000		
Réseaux d'égout	110	2 239 000		215 531
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115	55 000		
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	559 680		
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	351 204	351 204	5 547
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 709 000		979 658
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	900 000		51 200
Réseau d'électricité	129			
	130	27 149 680	433 204	36 504 859
				58 621 961

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	3 590 000	6 115 565	4 328 160
Fonds de développement des territoires	136	119 000	274 398	2 997 836
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	2 000 000	2 052 390	2 052 390
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139	1 838 054	2 589 687	2 060 601
Autres	140		26 996 455	26 996 455
	141	7 547 054	38 028 495	7 325 996
TOTAL DES TRANSFERTS	142	39 540 896	71 109 962	75 513 979

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	143	64 124	234 540	234 540
Évaluation	144			
Autres	145	66 750	68 148	66 918
	146	130 874	302 688	66 918
Sécurité publique				
Police	147	1 633 545	2 278 842	1 776 043
Sécurité incendie	148	30 000		
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	1 663 545	2 278 842	1 776 043
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	71 700	104 522	168 486 339
Autres	156		13 725 432	8 886 693
	157	71 700	104 522	177 373 032
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	31 979	30 617	27 693
Réseau de distribution de l'eau potable	159	1 423 872	1 447 694	1 472 104
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	1 455 851	1 478 311	1 499 797

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174	34 423		
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178	34 423		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité				
	183			
	184	3 321 970	4 198 786	178 598 053
				180 715 790

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185	71 000	276 363	1 337 706
Évaluation	186	15 000	4 705	195 350
Autres	187	2 581 611	2 555 567	2 873 998
	188	2 667 611	2 836 635	4 407 054
Sécurité publique				
Police	189	1 864 372	1 567 639	1 440 728
Sécurité incendie	190	1 400 000	637 143	1 006 142
Sécurité civile	191			261 005
Autres	192			
	193	3 264 372	2 204 782	2 707 875
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	927 851	1 712 586	1 105 825
Enlèvement de la neige	195	75 000	112 795	81 627
Autres	196	4 478 896	1 602 484	4 407 856
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201	5 000		
	202	5 486 747	3 427 865	5 595 308
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203	131 697	143 560	149 199
Réseau de distribution de l'eau potable	204	2 637 185	4 814 747	3 078 753
Traitement des eaux usées	205	32 821	33 445	32 725
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	124 776	120 009	140 598
Matières recyclables	208	320 720		
Autres	209			
Cours d'eau	210	30 000		
Protection de l'environnement	211			
Autres	212	66 198	78 578	42 261
	213	3 343 397	5 190 339	3 443 536

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	110 666	231 462	217 117
Rénovation urbaine	219	72 000	52 660	52 660
Promotion et développement économique	220	425 000	128 085	228 619
Autres	221			
	222	607 666	412 207	498 396
				1 027 519
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	2 055 151	811 890	6 410 021
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	219 150	97 057	97 057
Autres	225	146 960	85 614	85 614
	226	2 421 261	994 561	6 592 692
				8 888 126
Réseau d'électricité				
	227			
	228	17 791 054	15 066 389	20 587 668
				26 069 418
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	21 113 024	19 265 175	199 185 721
				206 785 208

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	3 091 907	3 607 411	3 514 173
Droits de mutation immobilière	231	21 300 000	29 847 896	28 203 594
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	24 391 907	33 455 307	31 717 767
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	16 290 150	10 638 321	14 622 414
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236	1 086 977	323 965	366 969
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	3 814 413	3 727 262	4 818 031
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		2 525 149	(4 826 715)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		7 391 865	6 856 889
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241	1 644 000	7 377 158	539 750
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243		13 490	13 490
Autres contributions	244	147 000	211 232	749 044
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	1 891 985	3 898 175	2 468 532
	247	3 682 985	21 417 069	20 532 966
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	5 787 048	5 322 683	20 828	5 343 511	5 343 511	5 856 851
Greffe et application de la loi	2	12 765 823	13 080 475	242 706	13 323 181	13 284 087	13 361 691
Gestion financière et administrative	3	33 464 779	32 794 253	2 736 680	35 530 933	35 530 933	35 991 261
Évaluation	4	7 100 141	6 319 494	104 455	6 423 949	6 423 949	6 130 618
Gestion du personnel	5	8 143 253	7 770 924	1 795	7 772 719	7 772 719	8 069 010
Autres							
▪ Autres	6	1 044 640	3 252 913	537 205	3 790 118	3 790 118	2 003 492
▪	7						
	8	68 305 684	68 540 742	3 643 669	72 184 411	72 145 317	71 412 923
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	118 984 082	118 873 803	3 219 801	122 093 604	122 093 604	120 475 446
Sécurité incendie	10	43 215 593	44 588 584	2 818 413	47 406 997	47 406 997	45 528 441
Sécurité civile	11	53 031	545 966	143 781	689 747	689 747	319 755
Autres	12	4 900 698	4 155 792		4 155 792	4 155 792	4 542 667
	13	167 153 404	168 164 145	6 181 995	174 346 140	174 346 140	170 866 309
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	19 692 179	19 432 581	23 915 084	43 347 665	43 347 665	40 881 340
Enlèvement de la neige	15	23 214 667	22 874 650	309 587	23 184 237	23 184 237	23 817 530
Éclairage des rues	16	2 755 138	2 458 020	807 636	3 265 656	3 265 656	2 657 116
Circulation et stationnement	17	4 261 804	4 661 777	(2 559 255)	2 102 522	2 102 522	5 452 541
Transport collectif							
Transport en commun	18	91 624 818	88 917 056	242 487	89 159 543	277 831 690	273 051 527
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			187 116	187 116	187 116	164 807
	22	141 548 606	138 344 084	22 902 655	161 246 739	349 918 886	346 024 861

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	10 961 456	11 086 790	3 235 491	14 322 281	14 322 281	14 636 262
Réseau de distribution de l'eau potable	24	12 213 843	13 206 713	5 534 623	18 741 336	18 741 336	17 297 262
Traitement des eaux usées	25	13 012 070	14 026 353	9 167 162	23 193 515	23 193 515	21 574 718
Réseaux d'égout	26	3 011 179	4 045 482	6 557 336	10 602 818	10 602 818	12 208 030
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	5 942 358	5 867 325	11 995	5 879 320	5 879 320	5 973 465
Élimination	28	8 214 031	8 890 270		8 890 270	8 890 270	8 563 890
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	2 207 503	2 266 137	74 350	2 340 487	2 340 487	2 263 910
Tri et conditionnement	30	2 218 475	4 742 763	109 432	4 852 195	4 852 195	2 764 397
Matières organiques							
Collecte et transport	31	2 746 101	2 829 744		2 829 744	2 829 744	1 184 960
Traitement	32	3 101 635	34 454 619		34 454 619	34 454 619	8 110 757
Matériaux secs	33	5 080 229	5 344 709		5 344 709	5 344 709	4 583 070
Autres	34	432 544	421 674		421 674	421 674	369 277
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37	30 000	328 000		328 000	328 000	72 394
Protection de l'environnement	38	100 000	4 211 158	134 292	4 345 450	4 345 450	5 170 259
Autres	39	162 054	136 240	363 037	499 277	499 277	417 377
	40	69 433 478	111 857 977	25 187 718	137 045 695	137 045 695	105 190 028
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	2 599 649	2 447 054		2 447 054	2 447 054	2 568 553
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	13 051	23 611		23 611	23 611	82 132
	44	2 612 700	2 470 665		2 470 665	2 470 665	2 650 685

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	17 038 894	18 422 691	77 548	18 500 239	18 376 301	16 721 708
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	1 040 050	3 217 148	13 084	3 230 232	3 230 232	1 429 190
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	3 679 466	5 948 423		5 948 423	7 405 384	5 542 415
Tourisme	49						
Autres	50	1 065 463	653 485	310 736	964 221	964 221	615 973
Autres	51	935 860	807 209		807 209	807 209	5 286 903
	52	23 759 733	29 048 956	401 368	29 450 324	30 783 347	29 596 189
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 333 291	1 149 617	1 111 238	2 260 855	2 260 855	2 362 813
Patinoires intérieures et extérieures	54	9 217 637	9 046 031	1 025 190	10 071 221	10 071 221	11 179 261
Piscines, plages et ports de plaisance	55	5 594 717	3 914 654	341 037	4 255 691	5 696 185	7 601 801
Parcs et terrains de jeux	56	21 446 000	21 959 635	6 748 700	28 708 335	28 708 335	28 046 199
Parcs régionaux	57	2 059 841	1 879 514	14 175	1 893 689	1 893 689	2 097 994
Expositions et foires	58	466 707	217 998		217 998	217 998	527 338
Autres	59	2 190 614	1 909 556	114 216	2 023 772	5 950 370	6 187 545
	60	42 308 807	40 077 005	9 354 556	49 431 561	54 798 653	58 002 951
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	2 523 106	1 772 557	609 133	2 381 690	2 381 690	2 798 604
Bibliothèques	62	11 439 528	10 747 364	623 375	11 370 739	11 370 739	11 851 684
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63			17 484	17 484	17 484	21 277
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	3 903 866	4 143 713	62 091	4 205 804	4 213 052	4 311 820
	66	17 866 500	16 663 634	1 312 083	17 975 717	17 982 965	18 983 385
	67	60 175 307	56 740 639	10 666 639	67 407 278	72 781 618	76 986 336

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	19 387 617	17 701 931		17 701 931	19 530 893	21 213 275
Autres frais	70	1 419 460	1 364 943		1 364 943	1 585 526	1 590 107
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	3 502 599	3 011 000		3 011 000	3 936 300	4 556 600
Autres	72	322 000	210 954		210 954	629 796	832 637
	73	24 631 676	22 288 828		22 288 828	25 682 515	28 192 619
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	73 875 160	68 984 044 (	68 984 044)			

Annexe

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	2 223 820	2 145 817	2 252 299
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	351 846 590	351 391 788	338 573 472
Transferts	4	4 103 422	33 993 599	5 065 025
Services rendus	5	5 418 431	5 482 200	6 207 449
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7	8 123 650	5 131 780	7 544 732
Revenus de placements de portefeuille	8	292 071	63 573	119 118
Autres revenus d'intérêts	9	354 323	378 292	1 111 984
Autres revenus	10	896 379	2 045 023	1 381 767
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	373 258 686	400 632 072	362 255 846
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	7 280 000	82 000	81 129
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
	20	7 280 000	82 000	81 129
	21	380 538 686	400 714 072	362 336 975
Charges				
Administration générale	22	38 405 209	39 785 566	36 507 706
Sécurité publique	23	161 650 621	163 374 592	159 018 222
Transport	24	91 544 572	88 837 123	86 904 892
Hygiène du milieu	25	44 748 239	81 362 106	50 040 859
Santé et bien-être	26		8 192	556 582
Aménagement, urbanisme et développement	27	5 639 425	7 994 202	6 459 391
Loisirs et culture	28	407 366	242 000	451 462
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	9 767 881	9 112 168	9 985 235
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	352 163 313	390 715 949	349 924 349
Excédent (déficit) de l'exercice	33	28 375 373	9 998 123	12 412 626

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	28 375 373	9 998 123	12 412 626
Moins : revenus d'investissement	2 (	7 280 000)	(82 000)	(81 129)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	21 095 373	9 916 123	12 331 497
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		21 990	28 183
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		382 891	884 185
	8		404 881	912 368
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			(860 967)
	11			(860 967)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		621 731	1 190 225
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		1 308 719	(91 978)
	15		1 930 450	1 098 247
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		14 976 888	6 526 619
Remboursement de la dette à long terme	17 (	22 366 997)	(23 935 997)	(23 227 863)
	18	(22 366 997)	(8 959 109)	(16 701 244)
Affectations				
Activités d'investissement	19 ()	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		40 802	73 948
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 726 500	3 575 935	3 582 615
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 280 000)	(7 604 053)	(3 096 111)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	1 825 124	2 222 892	3 500 589
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	1 271 624	(1 764 424)	4 061 041
	26	(21 095 373)	(8 388 202)	(11 490 555)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 527 921	840 942

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	82 000	81 129
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	1 713 612)	(1 270 386)
Sécurité publique	3 (	12 500 096)	(6 547 777)
Transport	4 (	363 714)	(670 055)
Hygiène du milieu	5 (	6 952 281)	(5 964 450)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	122)	(467)
Loisirs et culture	8 ()	()
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	21 529 825)	(14 453 135)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 ()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 (	4 237 180)	(898 350)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	13 293 134	13 559 093
Affectations			
Activités de fonctionnement	14		
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		(3 137 600)
Réserves financières et fonds réservés	17	7 218 913	5 305 213
	18	7 218 913	2 167 613
	19	(5 254 958)	375 221
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(5 172 958)	456 350

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	126 217 258	126 344 543	122 232 223
Charges sociales	2	35 893 169	38 492 273	37 642 288
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5	90 000	90 000	80 000
Autres biens et services	6	83 774 116	84 565 791	82 625 420
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	7 277 884	6 644 567	7 329 400
D'autres organismes municipaux	8		6 750	13 500
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 297	7 078	11 103
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	2 483 697	2 453 773	2 631 232
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	88 019 340	87 307 231	83 458 245
Transferts	13	3 701 392	4 262 272	3 933 619
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15	4 110 360	36 287 480	8 884 451
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
Autres	18	589 800	3 871 300	1 059 650
Moins value immobilisations	19		382 891	23 218
	20			
	21	352 163 313	390 715 949	349 924 349

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 889 290	1 125 817
Excédent de fonctionnement affecté	2	13 998 623	16 774 558
Réserves financières et fonds réservés	3	9 618 172	9 206 517
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(117 604 531)	(106 828 037)
Financement des investissements en cours	5	(15 644 659)	(10 368 832)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Contestations judiciaires	9	9 000	9 000
▪ Fonds d'amort. remb.oblig. mun	10	6 400 000	6 000 000
▪ Fonds réserve statutaire	11	1 034 141	948 685
▪ Fonds d'infras./immobilisation	12	6 555 482	9 816 873
▪	13		
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
	18	13 998 623	16 774 558
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
▪ Fonds d'assurance	19	2 069 423	2 605 900
▪ Fonds eau potable	20	464 468	
▪ Fonds eaux usées	21	323 108	
▪	22		
▪	23		
	24	2 856 999	2 605 900
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	3 096 682	3 586 661
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26	7 524	990
Montant non réservé	27	30 109	7 524
Fonds local d'investissement	28	3 462 033	2 875 580
Fonds local de solidarité	29	164 825	129 862
Autres			
▪	30		
▪	31		
	32	6 761 173	6 600 617
	33	9 618 172	9 206 517

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34 (	(1 174 000))	(1 174 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35 (	18 817 000))	18 817 000))
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ())))
Autres	37 (	23 230 569))	24 431 581))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	31 377 331))	27 011 531))
	39 (	72 250 900))	69 086 112))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ())))
Assainissement des sites contaminés	41 (	570 000))	790 000))
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ())))
Autres			
▪	43 ())))
▪	44 ())))
	45 (	72 820 900))	69 876 112))
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46 ())))
Intérêts sur la dette à long terme	47 ())))
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48 ())))
Utilisation du fonds de roulement	49 ())))
Mesure relative aux frais reportés	50 ())))
Autres			
▪	51 ())))
▪	52 ())))
	53 ())))
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ())))
Frais d'émission de la dette à long terme	55 (	1 482 216))	1 440 613))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56 (	8 972 427))	4 809 050))
Autres			
▪ Dép. fonct. à financer à LT	57 (	1 014 020))	860 213))
▪ Dette LT liée aux act. fonct.	58 (	39 635 049))	33 133 504))
	59 (	51 103 712))	40 243 380))

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	60 1 897 240	1 175 344
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62 4 422 841	2 116 111
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63	
Autres	64	
	65 6 320 081	3 291 455
	66 (117 604 531)	(106 828 037)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	67 6 149 435	5 613 902
Investissements à financer	68 (21 794 094)	(15 982 734)
	69 (15 644 659)	(10 368 832)

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1			
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9			
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 223 820	2 145 817	2 252 299
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 223 820	2 145 817	2 252 299
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 223 820	2 145 817	2 252 299
	27	2 223 820	2 145 817	2 252 299

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget	Réalizations	
	2020	2020	2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
	36		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54	245 561	483 689	683 667
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56		34 000	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		99 458	
Réseau de distribution de l'eau potable	69			142
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75		24 640 000	
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		40 085	440
Autres	79			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80	2 296	2 732	3 649
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	154 510	189 141	50 581
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83		61 038	67 884
Rénovation urbaine	84	44 001	4 346	7 312
Promotion et développement économique	85		1 522 870	
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité				
	90			
	91	446 368	27 077 359	813 675

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalizations	
		2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95	82 000	81 129
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 850 000	
Traitement des eaux usées	109	5 375 000	
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115	55 000	
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	7 280 000	82 000	81 129

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	1 700 000	4 052 155	2 305 896
Fonds de développement des territoires	136	119 000	274 398	1 945 454
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139	1 838 054	2 589 687	
Autres	140			
	141	3 657 054	6 916 240	4 251 350
TOTAL DES TRANSFERTS	142	11 383 422	34 075 599	5 146 154

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143	64 124	442 391	
Évaluation	144			
Autres	145			
	146	64 124	442 391	
Sécurité publique				
Police	147	1 633 545	2 278 842	1 776 043
Sécurité incendie	148	30 000		6 258
Sécurité civile	149		61 678	27 515
Autres	150			
	151	1 663 545	2 340 520	1 809 816
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	17 000	58 312	18 149
Autres	156			
	157	17 000	58 312	18 149
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	31 979	30 617	27 693
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	31 979	30 617	27 693

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2020	Réalizations	
		2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	1 776 648	2 871 840
			1 855 658

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185	46 000	40 200	1 144 133
Évaluation	186	15 000	4 705	195 350
Autres	187	111 893	178 523	127 970
	188	172 893	223 428	1 467 453
Sécurité publique				
Police	189	1 864 372	1 567 639	1 440 728
Sécurité incendie	190	1 400 000	637 143	1 006 142
Sécurité civile	191			232 800
Autres	192			
	193	3 264 372	2 204 782	2 679 670
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203	131 697	143 560	161 256
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205	32 821	33 445	32 725
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	10 000	5 145	10 687
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210	30 000		
Protection de l'environnement	211			
Autres	212			
	213	204 518	182 150	204 668

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2020	Réalizations	
		2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	214		
Sécurité du revenu	215		
Autres	216		
	217		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	218		
Rénovation urbaine	219		
Promotion et développement économique	220		
Autres	221		
	222		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	223		
Activités culturelles			
Bibliothèques	224		
Autres	225		
	226		
Réseau d'électricité			
	227		
	228	3 641 783	2 610 360
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	5 418 431	6 207 449

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230			
Droits de mutation immobilière	231			
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234			
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	8 123 650	5 131 780	7 544 732
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236	292 071	63 573	119 118
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	354 323	378 292	1 111 984
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243		13 490	
Autres contributions	244			513 150
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	896 379	2 031 533	868 617
	247	896 379	2 045 023	1 381 767
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2020	Réalisations	
			2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	336 503	312 250	324 354
Greffe et application de la loi	2	5 059 593	5 450 894	4 913 089
Gestion financière et administrative	3	500 000	449 420	37 903
Évaluation	4	7 340 042	6 559 395	6 266 358
Gestion du personnel	5	64 124	41 749	50 000
Autres				
▪ Autres	6	25 104 947	26 971 858	24 916 002
▪	7			
	8	38 405 209	39 785 566	36 507 706
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	118 112 283	118 130 549	115 740 964
Sécurité incendie	10	43 538 338	44 911 329	43 106 348
Sécurité civile	11		332 714	170 910
Autres	12			
	13	161 650 621	163 374 592	159 018 222
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14			
Enlèvement de la neige	15			
Éclairage des rues	16			
Circulation et stationnement	17			
Transport collectif				
Transport en commun	18	91 544 572	88 837 123	86 904 892
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	91 544 572	88 837 123	86 904 892

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	10 819 968	11 148 854	10 744 407
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 914 848	1 873 598	1 953 393
Traitement des eaux usées	25	13 091 864	14 106 147	12 728 213
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28	8 489 351	9 165 590	8 828 997
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30	2 218 475	4 742 763	2 654 965
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32	2 779 661	34 458 019	8 110 757
Matériaux secs	33	4 971 528	5 141 942	4 474 379
Autres	34	432 544	421 674	369 277
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	30 000	328 000	72 394
Protection de l'environnement	38		(24 481)	104 077
Autres	39			
	40	44 748 239	81 362 106	50 040 859
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41			488 250
Sécurité du revenu	42			
Autres	43		8 192	68 332
	44		8 192	556 582
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 192 371	2 271 284	2 769 140
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46			
Autres biens	47			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	3 447 054	5 722 918	3 690 251
Tourisme	49			
Autres	50			
Autres	51			
	52	5 639 425	7 994 202	6 459 391

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53			
Patinoires intérieures et extérieures	54			
Piscines, plages et ports de plaisance	55	265 366		260 162
Parcs et terrains de jeux	56			
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58			
Autres	59			
	60	265 366		260 162
Activités culturelles				
Centres communautaires	61			
Bibliothèques	62			
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63			
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	142 000	242 000	191 300
	66	142 000	242 000	191 300
	67	407 366	242 000	451 462
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dettes à long terme				
Intérêts	69	6 774 781	6 168 055	6 869 282
Autres frais	70	509 403	490 340	484 721
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71	2 310 697	2 319 900	2 453 400
Autres	72	173 000	133 873	177 832
	73	9 767 881	9 112 168	9 985 235
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	74			

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	342 844 191	341 359 500	328 175 068
Compensations tenant lieu de taxes	2	15 892 226	16 223 003	15 643 034
Quotes-parts	3			
Transferts	4	8 287 794	36 683 159	7 966 604
Services rendus	5	44 328 307	42 734 686	45 625 341
Imposition de droits	6	24 391 907	33 455 307	31 717 767
Amendes et pénalités	7	8 166 500	5 506 541	7 077 682
Revenus de placements de portefeuille	8	794 906	260 392	247 851
Autres revenus d'intérêts	9	3 460 090	3 348 970	3 668 657
Autres revenus	10	1 142 606	9 429 251	5 305 429
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	449 308 527	489 000 809	445 427 433
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	19 869 680	351 204	4 877 999
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	1 644 000	7 377 158	539 750
Autres	18		591 072	163 834
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
	20	21 513 680	8 319 434	5 581 583
	21	470 822 207	497 320 243	451 009 016
Charges				
Administration générale	22	71 677 536	70 819 052	70 497 174
Sécurité publique	23	82 615 924	82 323 895	78 415 137
Transport	24	96 941 730	95 572 608	94 196 060
Hygiène du milieu	25	50 413 160	56 541 201	54 092 039
Santé et bien-être	26	2 626 884	2 476 724	2 112 213
Aménagement, urbanisme et développement	27	21 915 081	25 410 545	25 906 752
Loisirs et culture	28	60 312 414	57 045 672	60 921 625
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	14 863 795	13 176 660	14 532 996
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	401 366 524	403 366 357	400 673 996
Excédent (déficit) de l'exercice	33	69 455 683	93 953 886	50 335 020

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	69 455 683	93 953 886	50 335 020
Moins : revenus d'investissement	2 (	21 513 680)	(8 319 434)	(5 581 583)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	47 942 003	85 634 452	44 753 437
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		3 127 106	388 264
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		563 702	398 627
	8		3 690 808	786 891
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		2 163 282	3 597 002
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		2 163 282	3 597 002
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		1 471 853	8 814 390
Remboursement de la dette à long terme	17 (	34 975 326)	(35 746 463)	(33 715 523)
	18	(34 975 326)	(34 274 610)	(24 901 133)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	16 082 394)	(10 141 960)	(13 978 581)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	491 544	510 458	449 407
Excédent de fonctionnement affecté	21	4 098 856	4 925 987	2 220 490
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 062 638)	(3 171 267)	(2 019 123)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	2 587 955	1 948 433	4 653 691
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(12 966 677)	(5 928 349)	(8 674 116)
	26	(47 942 003)	(34 348 869)	(29 191 356)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		51 285 583	15 562 081

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	8 319 434	5 581 583
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	1 251 573)	(1 924 390)
Sécurité publique	3 (	15 006)	(24 926)
Transport	4 (	43 670 434)	(40 099 977)
Hygiène du milieu	5 (	24 550 871)	(11 046 002)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 240 311)	(8 827 129)
Loisirs et culture	8 (	15 215 553)	(28 843 838)
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	85 943 748)	(90 766 262)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 (	73 021)	(4 417 343)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 ()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	39 284 660	52 487 094
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	10 141 960	13 978 581
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 817 048	14 111 023
Réserves financières et fonds réservés	17	3 023 631	5 796 453
	18	14 982 639	33 886 057
	19	(31 749 470)	(8 810 454)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(23 430 036)	(3 228 871)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	94 741 515	91 512 444	91 687 126
Charges sociales	2	29 354 196	30 246 714	32 132 620
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	84 962 022	88 438 120	88 942 370
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	12 197 033	11 055 339	11 398 312
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 325 860	1 353 140	1 848 546
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	1 340 902	768 181	1 286 138
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	171 798 825	171 540 907	163 880 240
Transferts	13	537 033	540 749	537 033
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15	3 045 172	3 354 298	3 194 594
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
Autres	18	2 063 966	3 992 763	5 368 390
Moins value immobilisations	19		563 702	398 627
	20			
	21	401 366 524	403 366 357	400 673 996

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	60 084 841	24 186 027
Excédent de fonctionnement affecté	2	64 558 702	56 853 387
Réserves financières et fonds réservés	3	10 963 162	9 873 084
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(59 119 429)	(57 089 332)
Financement des investissements en cours	5	(65 452 989)	(41 508 472)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Budget participatif	9	600 000	800 000
▪ Contrôle de la dette	10	939 113	1 264 113
▪ Fonds d'amort. remb.oblig. mun	11	4 350 000	4 350 000
▪ Fins communautaires	12	207 500	207 500
▪ Élection	13	870 000	470 000
▪ Fonds d'infras/grands projets	14	33 380 113	26 178 577
▪ Fonds réserve statutaire	15	4 856 301	5 447 446
▪ Fonds développement immobilier	16	16 200 406	15 568 736
▪ Autres	17	3 155 269	2 567 015
	18	64 558 702	56 853 387
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
▪ Fonds d'assurance	19	2 080 802	1 942 113
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
	24	2 080 802	1 942 113
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	7 110 896	6 278 556
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26	31 796	95 945
Montant non réservé	27	146 349	31 796
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
▪ Fds parcs et terrains de jeux	30	591 547	585 492
▪ Fonds remembrement agricole	31	1 001 772	939 182
	32	8 882 360	7 930 971
	33	10 963 162	9 873 084

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34 (	(616 000))	(616 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35 (	14 046 000))	14 046 000))
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ())))
Autres	37 (	3 131 531))	2 756 879))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	19 675 769))	18 097 969))
	39 (	36 237 300))	34 284 848))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ())))
Assainissement des sites contaminés	41 ())))
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ())))
Autres			
▪	43 ())))
▪	44 ())))
	45 (	36 237 300))	34 284 848))
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46 ())))
Intérêts sur la dette à long terme	47 ())))
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48 ())))
Utilisation du fonds de roulement	49 ())))
Mesure relative aux frais reportés	50 ())))
Autres			
▪	51 ())))
▪	52 ())))
	53 ())))
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ())))
Frais d'émission de la dette à long terme	55 (	2 797 368))	2 463 217))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56 ())))
Autres			
▪ Dép. fonct. à financer à LT	57 (	7 049 282))	9 535 925))
▪ Dette LT liée aux act. fonct.	58 (	14 950 769))	12 716 613))
	59 (	24 797 419))	24 715 755))

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	60 1 915 290	1 911 271
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63	
Autres	64	
	65 1 915 290	1 911 271
	66 (59 119 429)	(57 089 332)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	67 20 270 311	22 403 399
Investissements à financer	68 (85 723 300)	(63 911 871)
	69 (65 452 989)	(41 508 472)

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	330 577 577	329 228 704	314 706 910
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	3 405 492	3 401 659	4 688 011
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6	162 638	93 678	162 065
Activités d'investissement	7			
Autres	8	218 532	220 278	244 299
	9	334 364 239	332 944 319	319 801 285
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	785 181	802 200	787 077
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	7 694 771	7 612 981	7 586 706
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	8 479 952	8 415 181	8 373 783
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	8 479 952	8 415 181	8 373 783
	27	342 844 191	341 359 500	328 175 068

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	1 404 123	1 466 728	1 442 839
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	450	417	455
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	4 380	4 684	4 386
	32	1 408 953	1 471 829	1 447 680
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	3 693 256	3 763 302	3 638 703
Cégeps et universités	34	2 049 020	2 059 143	2 015 458
Écoles primaires et secondaires	35	4 166 742	4 338 860	4 107 552
	36	9 909 018	10 161 305	9 761 713
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	11 317 971	11 633 134	11 209 393
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	4 126 210	4 141 836	3 995 975
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	450	757	763
Taxes d'affaires	44			
	45	4 126 660	4 142 593	3 996 738
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	447 595	447 276	436 903
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	447 595	447 276	436 903
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	15 892 226	16 223 003	15 643 034

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53		218 627	209 350
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	551 854	607 232	875 760
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		42 821	56 469
Réseau de distribution de l'eau potable	69	471 184	364 398	551 201
Traitement des eaux usées	70		17 789	25 621
Réseaux d'égout	71	61 695	66 321	244 890
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	2 150 000	2 262 797	2 134 910
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73		7 709	
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	50 000	123	4 939
Autres	79	4 893		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations	
		2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83	123 938	3 596
Rénovation urbaine	84	15 744	599 386
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	84 460	85 052
Activités culturelles			72 078
Bibliothèques	88	895 589	1 021 384
Autres	89	112 375	153 327
Réseau d'électricité	90		
	91	4 397 794	5 570 904
		5 570 904	5 944 340

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			14 500
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	8 243 000		2 307 563
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	590 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	4 289 000		1 304 000
Traitement des eaux usées	109	340 000		
Réseaux d'égout	110	2 239 000		215 531
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	559 680		
Autres	118			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122		351 204	5 547
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 709 000		979 658
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	900 000		51 200
Réseau d'électricité				
	129			
	130	19 869 680	351 204	4 877 999

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	1 890 000	2 063 410	2 022 264
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	2 000 000	2 052 390	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		26 996 455	
	141	3 890 000	31 112 255	2 022 264
TOTAL DES TRANSFERTS	142	28 157 474	37 034 363	12 844 603

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143		6 138	
Évaluation	144			
Autres	145	26 074 197	26 075 596	25 651 623
	146	26 074 197	26 081 734	25 651 623
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	54 700	46 210	41 859
Autres	156			
	157	54 700	46 210	41 859
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159	1 485 936	1 509 758	1 533 011
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161	79 794	79 794	78 306
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	275 320	275 320	265 107
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	1 841 050	1 864 872	1 876 424

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174	2 209 089	2 243 512	3 071 815
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178	2 209 089	2 243 512	3 071 815
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité				
	183			
	184	30 179 036	30 236 328	30 641 721

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185	25 000	236 163	194 389
Évaluation	186			
Autres	187	2 469 718	2 377 044	2 762 931
	188	2 494 718	2 613 207	2 957 320
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			28 205
Autres	192			
	193			28 205
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	927 851	1 712 586	1 105 825
Enlèvement de la neige	195	75 000	112 795	81 627
Autres	196	4 478 896	1 602 484	4 511 702
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201	5 000		
	202	5 486 747	3 427 865	5 699 154
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204	2 637 185	4 814 747	3 078 753
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	114 776	114 864	129 911
Matières recyclables	208	320 720	42 329	121 270
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212	66 198	78 578	42 261
	213	3 138 879	5 050 518	3 372 195

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	110 666	231 462	339 078
Rénovation urbaine	219	72 000	52 660	57 355
Promotion et développement économique	220	425 000	128 085	199 697
Autres	221			
	222	607 666	412 207	596 130
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	2 055 151	811 890	1 962 231
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	219 150	97 057	231 485
Autres	225	146 960	85 614	136 900
	226	2 421 261	994 561	2 330 616
Réseau d'électricité				
	227			
	228	14 149 271	12 498 358	14 983 620
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	44 328 307	42 734 686	45 625 341

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	3 091 907	3 607 411	3 514 173
Droits de mutation immobilière	231	21 300 000	29 847 896	28 203 594
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	24 391 907	33 455 307	31 717 767
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	8 166 500	5 506 541	7 077 682
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236	794 906	260 392	247 851
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	3 460 090	3 348 970	3 668 657
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		7 391 865	4 064 017
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241	1 644 000	7 377 158	539 750
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			127 331
Autres contributions	244	147 000	211 232	249 023
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	995 606	2 417 226	1 028 892
	247	2 786 606	17 397 481	6 009 013
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	5 450 545	5 010 433	5 515 715
Greffe et application de la loi	2	10 194 240	10 678 334	10 419 527
Gestion financière et administrative	3	33 515 748	32 344 833	32 662 317
Évaluation	4	3 475 971	3 492 320	3 007 679
Gestion du personnel	5	8 079 129	7 943 164	8 017 215
Autres				
▪ Autres	6	10 961 903	11 349 968	10 874 721
▪	7			
	8	71 677 536	70 819 052	70 497 174
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	56 207 419	56 337 486	53 320 817
Sécurité incendie	10	21 454 776	21 555 687	20 483 332
Sécurité civile	11	53 031	274 930	68 321
Autres	12	4 900 698	4 155 792	4 542 667
	13	82 615 924	82 323 895	78 415 137
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	22 844 428	22 599 655	22 033 640
Enlèvement de la neige	15	23 214 667	22 874 650	23 520 343
Éclairage des rues	16	2 755 138	2 458 020	1 944 061
Circulation et stationnement	17	4 261 804	4 661 777	4 322 186
Transport collectif				
Transport en commun	18	43 865 693	42 978 506	42 375 830
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	96 941 730	95 572 608	94 196 060

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	7 880 487	7 869 076	7 079 862
Réseau de distribution de l'eau potable	24	11 470 573	12 510 203	11 200 176
Traitement des eaux usées	25	7 620 697	7 656 540	6 966 561
Réseaux d'égout	26	3 466 717	4 503 163	6 307 686
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	5 942 358	5 867 325	5 785 933
Élimination	28	4 275 096	4 295 204	4 570 355
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	2 207 503	2 266 137	2 139 071
Tri et conditionnement	30	245 643	246 798	189 372
Matières organiques				
Collecte et transport	31	2 746 101	2 829 744	1 184 960
Traitement	32	1 638 919	1 362 068	1 120 987
Matériaux secs	33	2 345 662	2 450 249	2 095 297
Autres	34	204 930	205 894	220 183
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38	100 000	4 235 639	5 007 797
Autres	39	268 474	243 161	223 799
	40	50 413 160	56 541 201	54 092 039
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	2 613 833	2 461 305	2 098 413
Sécurité du revenu	42			
Autres	43	13 051	15 419	13 800
	44	2 626 884	2 476 724	2 112 213
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	17 434 276	19 294 501	18 062 369
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46			
Autres biens	47	1 175 643	3 353 379	1 595 866
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	994 723	991 401	1 081 063
Tourisme	49			
Autres	50	1 065 463	653 485	444 416
Autres	51	1 244 976	1 117 779	4 723 038
	52	21 915 081	25 410 545	25 906 752

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2020	Réalizations	
			2020	2019
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	1 333 291	1 149 617	1 249 628
Patinoires intérieures et extérieures	54	9 217 637	9 046 031	10 119 136
Piscines, plages et ports de plaisance	55	5 806 125	4 393 670	5 712 045
Parcs et terrains de jeux	56	21 446 000	21 959 635	21 929 829
Parcs régionaux	57	2 059 841	1 879 514	2 013 285
Expositions et foires	58	466 707	217 998	527 338
Autres	59	2 190 614	1 909 556	1 819 880
	60	42 520 215	40 556 021	43 371 141
Activités culturelles				
Centres communautaires	61	2 523 106	1 772 557	2 182 047
Bibliothèques	62	11 439 528	10 747 364	11 220 764
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63			
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	3 829 565	3 969 730	4 147 673
	66	17 792 199	16 489 651	17 550 484
	67	60 312 414	57 045 672	60 921 625
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dettes à long terme				
Intérêts	69	12 612 836	11 533 877	12 460 714
Autres frais	70	910 057	874 602	786 144
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71	1 191 902	691 100	1 147 900
Autres	72	149 000	77 081	138 238
	73	14 863 795	13 176 660	14 532 996
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	74			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	17
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	17
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	18
Questionnaire	19
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	21
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	21
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	22

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1 7 138 811	7 138 811	5 611 665
	Usines de traitement de l'eau potable	2 674 290	674 290	2 881 322
	Usines et bassins d'épuration	3 2 264 537	2 264 537	962 504
	Conduites d'égout	4 14 434 804	14 434 804	6 088 246
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 34 645 551	34 645 551	34 387 319
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8 2 433 593	2 433 593	1 641 445
	Aires de stationnement	9 1 918 287	1 918 287	1 979 325
	Parcs et terrains de jeux	10 7 947 094	7 947 094	16 947 443
	Autres infrastructures	11 5 066 238	5 066 238	5 141 850
	Réseau d'électricité	12		
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	13 7 492 822	16 813 573	9 394 636
	Édifices communautaires et récréatifs	14 2 177 892	2 177 892	16 527 765
	Améliorations locatives	15 4 850	115 644	112 417
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun	16	29 876 681	22 607 640
	Autres	17 8 317 090	8 321 544	5 311 528
	Ameublement et équipement de bureau	18 3 203 837	6 104 568	6 458 693
	Machinerie, outillage et équipement divers	19 6 222 424	6 860 402	4 259 424
	Terrains	20 3 531 453	3 531 453	395 601
	Autres	21	3 826 393	12 299 407
		22 107 473 573	154 151 355	153 008 230

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	23 5 295 084	5 295 084	4 385 278
	Usines de traitement de l'eau potable	24 674 290	674 290	2 881 322
	Usines et bassins d'épuration	25 2 264 537	2 264 537	962 504
	Conduites d'égout	26 7 955 298	7 955 298	4 219 986
	Autres infrastructures	27 37 752 701	37 752 701	52 036 759
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable	28 1 843 727	1 843 727	1 226 387
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31 6 479 506	6 479 506	1 868 260
	Autres infrastructures	32 14 258 062	14 258 062	8 060 623
	Autres immobilisations	33 30 950 368	77 628 150	77 367 111
		34 107 473 573	154 151 355	153 008 230

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 136 054		2 196 941	939 113
Réserves financières et fonds réservés	3	96 935	39 319	96 981	39 273
Fonds d'amortissement	4	10 350 000	400 000		10 750 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	131 487 446	15 801 867	24 843 744	122 445 569
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	517 626 156	113 237 375	98 764 219	532 099 312
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	662 696 591	129 478 561	125 901 885	666 273 267
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	84 071 598	13 645 341	12 478 564	85 238 375
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	84 071 598	13 645 341	12 478 564	85 238 375
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	84 071 598	13 645 341	12 478 564	85 238 375
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16	4 809 050	4 163 377		8 972 427
	17	260 307			260 307
	18	89 140 955	17 808 718	12 478 564	94 471 109
	19	751 837 546	147 287 279	138 380 449	760 744 376
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	751 837 546	147 287 279	138 380 449	760 744 376

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	434 613 739	247 875 740	682 489 479
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	85 723 300	21 794 094	107 517 394
Activités de fonctionnement à financer	3	7 049 282	1 014 020	8 063 302
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪	5			
▪	6			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	7	4 350 000	6 400 000	10 750 000
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	970 909	7 524	978 433
Débiteurs	9	45 504 879	716 821	46 221 700
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10			
Autres montants	11		8 972 427	8 972 427
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	4 511 814	797 292	5 309 106
Autres				
▪	13			
▪	14			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	472 048 719	253 789 790	725 838 509
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats				
Endettement net à long terme	16		39 319 876	39 319 876
Endettement net à long terme	17	472 048 719	293 109 666	765 158 385
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	18			
Communauté métropolitaine	19	1 341 146		1 341 146
Autres organismes	20	20 199 000		20 199 000
Endettement total net à long terme	21	493 588 865	293 109 666	786 698 531
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	136 346 448		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	4 150 318		
	24	132 196 130		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	625 784 995		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	88 019 340	87 307 231	87 307 231
Autres	10			83 706 380
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	2 279 738	2 225 356	2 225 356
Autres	17			1 865 019
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	294 014	287 000	287 000
Rénovation urbaine	19			721 662
Promotion et développement économique	20	226 164	220 769	220 769
Autres	21			208 673
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 723 373	1 682 263	1 682 263
Activités culturelles	23			1 552 009
Réseau d'électricité				
	24			
	25	92 542 629	91 722 619	91 722 619
				88 053 743

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1	3 930 785	3 795 921
Charges sociales	2	904 625	943 997
Biens et services	3	102 638 163	103 272 351
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	107 473 573	108 012 269

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	327,00	35,00	638 399,00	39 476 657	14 861 860	54 338 517
Professionnels	2						
Cols blancs	3	946,00	33,75	1 801 168,00	63 574 092	17 102 025	80 676 117
Cols bleus	4	364,00	40,00	835 149,00	27 929 179	9 764 411	37 693 590
Policiers	5	596,00	40,00	1 402 220,00	63 902 241	19 905 821	83 808 062
Pompiers	6	250,00	42,00	644 994,00	25 010 007	7 111 238	32 121 245
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	2 483,00		5 321 930,00	219 892 176	68 745 355	288 637 531
Élus	9	21,00			1 895 596	898 257	2 793 853
	10	2 504,00			221 787 772	69 643 612	291 431 384

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	142 279				142 279
Réseau de distribution de l'eau potable	13	364 398				364 398
Traitement des eaux usées	14	17 789				17 789
Réseaux d'égout	15	66 321				66 321
Autres	16	58 823 187	433 204	11 262 784		70 519 175
	17	59 413 974	433 204	11 262 784		71 109 962

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	236 575	268 841
Évaluation	2	76 401	78 210
Autres	3	1 659 473	2 130 707
	4	1 972 449	2 477 758
Sécurité publique			
Police	5	2 427 985	2 785 969
Sécurité incendie	6	1 513 286	1 496 002
Sécurité civile	7		2 850
Autres	8	12 833	27 042
	9	3 954 104	4 311 863
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	4 712 503	5 279 354
Enlèvement de la neige	11	98 081	147 495
Autres	12	788 866	970 040
Transport collectif	13	18 295	22 462
Autres	14	191 452	248 797
	15	5 809 197	6 668 148
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 026 356	1 090 471
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 992 524	2 229 519
Traitement des eaux usées	18	513 916	513 494
Réseaux d'égout	19	1 960 390	2 088 834
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	291 686	197 843
Matières recyclables	21	754	
Autres	22		1 147
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	868	846
Autres	25	188 635	268 766
	26	5 975 129	6 390 920
Santé et bien-être			
Logement social	27	15 097	17 803
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	15 097	17 803
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	120 807	175 199
Rénovation urbaine	32	274 571	276 532
Promotion et développement économique	33	8 453	14 905
Autres	34	658 882	621 560
	35	1 062 713	1 088 196
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	2 869 402	2 865 881
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	577 171	661 301
Autres	38	53 566	36 361
	39	3 500 139	3 563 543
Réseau d'électricité			
	40		
	41	22 288 828	24 518 231

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Parent, Sylvie	Maire	166 751	17 044	65 488	
Bastien, Monique	Conseiller	148 472	17 044	9 500	
Beaulieu, Éric	Conseiller	7 507	1 837	402	
Boisclair, Nathalie	Conseiller	128 343	17 044	4 500	
Boivin, Jean-François	Conseiller	56 567	17 044	15 675	
Bouchard, Éric	Conseiller	126 223	17 044	5 105	
Doonan, Peter	Conseiller	23 824	11 912		
Éthier, Colette	Conseiller	52 227	17 044		
Gagnon, Steve	Conseiller	82 047	17 044		
Lanctôt, Michel	Conseiller	47 667	17 044	16 375	
L'Ecuyer, Benoît	Conseiller	74 566	17 044		
Léger, Xavier	Conseiller	107 354	17 044		
Lemire, Jacques	Conseiller	56 777	17 044	15 850	
Myles, Robert	Conseiller	70 086	17 044	15 850	
Poitras, Jacques E.	Conseiller	68 276	17 044	15 850	
Tabarah, Jonathan	Conseiller	84 046	17 044	36 600	
Théberge, Tommy	Conseiller	120 054	17 044		
Wilson, Wade	Conseiller	27 604	13 802		

Note

Comprend la rémunération totale versée pour leurs présences aux différentes instances de la Ville de Longueuil, autres organismes, comités et commissions.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>40 900 000</u>	\$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	<u> </u>	\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	<u>2 092</u>	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	<u>15 856</u>	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	<u> </u>	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	<u>1 005 082</u>	\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	<u> </u>	\$
Ligne 13 : Débiteurs	15	<u>1 740 215</u>	\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	<u>3 350 273</u>	\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	<u>(1 005 082)</u>	\$
Ligne 18 : Créiteurs et charges à payer	18	<u>1 035 748</u>	\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	<u> </u>	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22	23	1 409 092 \$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25	26	5 551 841 \$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28	29	\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31	32	\$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38	39	\$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41	42	\$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input checked="" type="checkbox"/>	43 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	44	45	194 913 \$
b) autres formes d'aide	45	46	221 698 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____ 1,04
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____ CO-191112-2.1
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____ 2019-11-12
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Annexe
Autres renseignements financiers non consolidés
non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2020	2019

IMMOBILISATIONS

Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	584 449	1 540 790
Usines de traitement de l'eau potable	2	674 290	2 881 322
Usines et bassins d'épuration	3	2 264 537	962 504
Conduites d'égout	4		188 067
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	341 467	349 104
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	1 916 442	1 432 611
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	(116 768)	(746 462)
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	6 357 092	4 566 440
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15	4 850	
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	4 491 153	2 453 608
Ameublement et équipement de bureau	18	1 813 927	1 936 433
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 913 873	2 337 448
Terrains	20	1 284 513	(3 448 730)
Autres	21		
	22	21 529 825	14 453 135

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	438 048	1 351 813
Usines de traitement de l'eau potable	24	674 290	2 881 322
Usines et bassins d'épuration	25	2 264 537	962 504
Conduites d'égout	26		48 141
Autres infrastructures	27	2 241 871	1 730 327
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	146 401	188 977
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		139 926
Autres infrastructures	32	(100 730)	(695 074)
Autres immobilisations	33	15 865 408	7 845 199
	34	21 529 825	14 453 135

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
59005	Boucherville	48 424 246
58005	Brossard	75 027 561
58227	Longueuil	155 766 734
57015	Saint-Bruno-de-Montarville	27 311 480
58010	Saint-Lambert	21 809 654
		1 328 339 675
Certaines municipalités		
59005	Boucherville	2 693 112
58005	Brossard	6 893 292
58227	Longueuil	11 357 247
57015	Saint-Bruno-de-Montarville	1 008 262
58010	Saint-Lambert	1 100 200
		2 23 052 113
		3 351 391 788

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**Non audité****OUI** **NON**

- | | | | | |
|--|----|--------------------------|----|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>12 930 000</u> | | \$ |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | | | |
| a) crédits de taxes | 4 | _____ | | \$ |
| b) autres formes d'aide | 5 | _____ | | \$ |
| 3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 6 | <input type="checkbox"/> | 7 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 8 | _____ | | \$ |
| 4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 9 | <input type="checkbox"/> | 10 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? | 11 | <input type="checkbox"/> | 12 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 13 | _____ | | \$ |

Compétences de nature locale

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Réalizations	
	2020	2019
IMMOBILISATIONS		
Infrastructures		
Conduites d'eau potable	1	6 554 362
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	14 434 804
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	34 304 084
Ponts, tunnels et viaducs	7	
Systèmes d'éclairage des rues	8	2 433 593
Aires de stationnement	9	1 845
Parcs et terrains de jeux	10	7 947 094
Autres infrastructures	11	5 183 006
Réseau d'électricité	12	
Bâtiments		
Édifices administratifs	13	1 135 730
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 177 892
Améliorations locatives	15	
Véhicules		
Véhicules de transport en commun	16	
Autres	17	3 825 937
Ameublement et équipement de bureau	18	1 389 910
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 308 551
Terrains	20	2 246 940
Autres	21	
	22	85 943 748
		90 766 262

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	23	4 857 036
Usines de traitement de l'eau potable	24	
Usines et bassins d'épuration	25	
Conduites d'égout	26	7 955 298
Autres infrastructures	27	35 510 830
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)		
Conduites d'eau potable	28	1 697 326
Usines de traitement de l'eau potable	29	
Usines et bassins d'épuration	30	
Conduites d'égout	31	6 479 506
Autres infrastructures	32	14 358 792
Autres immobilisations	33	15 084 960
	34	85 943 748
		90 766 262

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1	2 488 010	2 499 712	2 213 960
Évaluation	2	3 475 971	3 492 320	3 007 679
Autres	3	9 929 263	9 975 965	9 439 498
Sécurité publique				
Police	4	54 983 767	55 242 378	52 209 689
Sécurité incendie	5	21 454 776	21 555 687	20 483 332
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	3 152 249	3 167 075	3 153 247
Transport collectif	9	43 785 447	42 898 573	42 295 897
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	16 924 748	17 160 385	15 595 379
Matières résiduelles	12	8 279 575	8 318 517	7 966 233
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	106 420	106 921	103 620
Santé et bien-être				
Logement social	16	2 293 922	2 239 607	1 883 129
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	1 223 647	1 221 005	1 837 466
Rénovation urbaine	19	135 593	136 231	166 677
Promotion et développement économique	20	988 475	986 665	1 076 318
Autres	21	309 116	310 570	297 102
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 200 147	2 161 279	2 083 770
Activités culturelles	23	67 699	68 017	67 244
Réseau d'électricité				
	24			
	25	171 798 825	171 540 907	163 880 240

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	3
Notes complémentaires	4

Rapport de l'auditeur indépendant sur la ventilation des dépenses mixtes

Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Aux membres du conseil municipal de
la Ville de Longueuil et aux membres
du conseil de l'agglomération de Longueuil

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des dépenses mixtes pour les compétences de l'agglomération de Longueuil, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement ci-après « le tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été établi, dans tous les aspects significatifs, conformément au règlement CA-2014-218 (ci-après les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'agglomération conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation – référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 1 afférente au tableau qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à l'agglomération de répondre aux exigences de l'article 70 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'agglomération.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'agglomération;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal
Le 9 avril 2021

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A111208

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020					2019		
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total		
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Dépenses									
Administration générale	1	23 711 575	23 711 575				23 711 575	23 711 575	23 270 904
Sécurité publique	2	3 201 860	3 201 860				3 201 860	3 201 860	3 286 842
Transport	3								
Hygiène du milieu	4								
Santé et bien-être	5								
Aménagement, urbanisme et développement	6	2 209 089	2 209 089				2 209 089	2 209 089	3 071 815
Loisirs et culture	7								
Frais de financement	8								
	9	29 122 524	29 122 524				29 122 524	29 122 524	29 629 561

NOTES COMPLÉMENTAIRES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

Dépenses mixtes

La loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Longueuil* (Décret 1214-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomérations.

Les dépenses réalisées par l'Administration municipale dans l'accomplissement d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une compétence locale constituent des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération. Ce règlement établit les critères permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomérations.

Ventilation des dépenses mixtes

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomérations selon les critères et la méthode de calcul définis par le *Règlement CA-2014-218 sur le partage des dépenses mixtes* adopté par le conseil d'agglomération le 11 décembre 2014 et les règlements l'ayant modifié par la suite.

La partie des dépenses relatives aux services mixtes administratifs rendus dans l'intérêt de l'agglomération et prévus au budget de fonctionnement équivaut à un montant établi en multipliant le pourcentage déterminé (selon l'article 3 du CA-2014-218) par le total des dépenses prévues au budget d'agglomération à l'exclusion de certaines charges indiquées à ce règlement. Le montant calculé en vertu de ce règlement est présenté au budget annuel soumis pour adoption.

De plus, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de sécurité publique (bâtiments et services des équipements) et de l'aménagement, urbanisme et développement qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction des données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitatives des ressources humaines ou matérielles et financières qui y sont consacrées.

2. Principales méthodes comptables

Les dépenses présentées dans le tableau des dépenses mixtes par compétence sont préparées en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public, selon les mêmes méthodes comptables que celles énoncées à la note 2 du rapport financier de la Ville de Longueuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

Rapport de l'auditeur indépendant

Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Au membres du conseil municipal de la Ville de
Longueuil et aux membres du conseil de
l'agglomération de Longueuil

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Longueuil (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation – référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal
Le 9 avril 2021

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A111208

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes? 23 24
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 25 26
9. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts? 27 28

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	7
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	8
Questionnaire	10
 Annexe : Compétences d'agglomération	
Revenus de taxes	13
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	14

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	333 454 969
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	2 452 955
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	162 625
Activités d'investissement	7	
Autres	8	211 341
	9	336 281 890

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	792 015
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	6 934 540
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	7 726 555
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	7 726 555
	27	344 008 445

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 396 323
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	5 420
	5	1 401 743

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	3 696 977
Cégeps et universités	7	2 044 361
Écoles primaires et secondaires	8	4 418 716
	9	10 160 054

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	11 561 797

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	4 125 746
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	4 125 746

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	447 265
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	447 265

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	16 134 808

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotations à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	/100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	3	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	4	x	/100 \$					
Immeubles industriels	5	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6	x	/100 \$					
Autres	7	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	8	x	/100 \$					
Total	9				(193 201)	()	333 648 170	333 454 969
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10	x	/100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	13	x	/100 \$					
Immeubles industriels	14	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15	x	/100 \$					
Autres	16	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	17	x	/100 \$					
Total	18				(1 678)	()	2 454 633	2 452 955

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non auditée

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	_____	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	_____	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Tarification à l'ensemble du territoire			
Piscine - Résiduel	30,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Unité
Piscine - 6 log +	30,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Unité
Eau potable - Non résidentiel	50,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Local
Eau potable - Industriel	100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Local
Taxe sur Terrains vagues non desservis			
Terrains vagues non desservis	0,3130	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Vieux-Longueuil			
Taxes foncières			
Résiduel	0,9261	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Agricole	0,6467	1 - du 100 \$ d'évaluation	
6 log +	0,9343	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Non résidentiel	2,8279	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Industriel	3,2623	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Terrain vague desservis	1,2932	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Autres			
Compensation org. religieux: maximum de Lemoyne	1,0000	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxes foncières			
Résiduel	0,9218	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Agricole	0,6371	1 - du 100 \$ d'évaluation	
6 log +	0,9604	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Non résidentiel	2,7920	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Industriel	2,9121	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Terrain vague desservis	1,2900	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Autres			
Compensation org. religieux: maximum de Greenfield Park	1,0000	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxes foncières			
Résiduel	0,9370	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Agricole	0,6524	1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Description	Taux	Code	Préciser
6 log +	1,0460	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Non résidentiel	2,9126	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Industriel	3,4831	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Terrain vague desservis	1,4954	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Autres			
Compensation org. religieux: maximum de Saint-Hubert	1,0000	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxes foncières			
Résiduel	0,9336	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Agricole	0,6360	1 - du 100 \$ d'évaluation	
6 log +	0,9480	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Non résidentiel	2,8391	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Industriel	3,2633	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Terrain vague desservis	1,3096	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Autres			
Compensation org. religieux: maximum de	1,0000	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Surtaxe remembrement agricole	0,9336	1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	344 008 445
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>194 879</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	194 879

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	73 315 463
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>270 887 861</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	<u>28 116 982 409</u>
---	-----------	------------------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<u>0,9634 / 100 \$</u>
--	-----------	-------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	91 517 948	16 275 236		3 059 193	35 040 870	198 811
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	2 025 253	602 871		809 134	119 680	3 892
Autres	5	255 350	22 800			930	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	93 798 551	16 900 907		3 868 327	35 161 480	202 703

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	186 991 972	47 437	2 776 457	335 907 924
De secteur	2			162 625	162 625
Autres	3			211 341	211 341
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	3 373 698	12		6 934 540
Autres	5	512 935			792 015
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	190 878 605	47 449	3 150 423	344 008 445

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Compétences de nature locale

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|----|-------------------------------------|
| 1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes? | | | | |
| a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM | | | | |
| ▪ Pour la taxe foncière générale | 1 | <input checked="" type="checkbox"/> | 2 | <input type="checkbox"/> |
| ▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |
| | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM | 6 | <input type="checkbox"/> | 7 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| ▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> |
| c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM | 9 | <input type="checkbox"/> | 10 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| ▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. | 11 | <input type="checkbox"/> | 12 | <input type="checkbox"/> |
| d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM | 12 | <input type="checkbox"/> | 13 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| ▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables | 14 | <input type="checkbox"/> | 15 | <input type="checkbox"/> |
| ▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) | 15 | <input type="checkbox"/> | 16 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| ▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels | 17 | <input type="checkbox"/> | 18 | <input type="checkbox"/> |
| | 18 | <input type="checkbox"/> | 19 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | 20 | <input type="checkbox"/> | 21 | <input type="checkbox"/> |
| 2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? | 21 | <input type="checkbox"/> | 22 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées? | 23 | <input checked="" type="checkbox"/> | 24 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant. | 25 | 100 935 \$ | | |
| 4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) | 26 | \$ | | |
| 5. Date d'adoption du budget par le conseil | 27 | 2020-12-01 | | |
| PORTRAIT GLOBAL | | | | |
| 6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) | 28 | 657 791 860 \$ | | |
| 7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget | 29 | 56 684 247 \$ | | |

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget 30 18 162 746 \$

9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget 31 138 096 \$

Les questions 10 et 11 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

10. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts? 32 33

11. Date d'adoption du budget d'agglomération par le conseil 34 2020-11-26

Annexe
Compétences d'agglomération

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 274 822
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 274 822
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 274 822
	27	2 274 822

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	2
Taxes d'affaires	3
Compensations pour les terres publiques	4

5

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6
Cégeps et universités	7
Écoles primaires et secondaires	8

9

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	
Taxes sur la valeur foncière	10
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	11
Taxes d'affaires	12

13

14

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	16
Taxes d'affaires	17

18

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	20

21

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22
Autres	23

24

25

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Sophie Deslauriers, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Longueuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 20 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Longueuil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Longueuil consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Longueuil détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-04-14 13:43:18

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	616 956 207	626 657 964	695 531 754	190 161 742	876 203 525
Investissement	2	5 662 712	28 793 680	8 401 434	36 071 655	44 473 089
	3	622 618 919	655 451 644	703 933 188	226 233 397	920 676 614
Charges	4	633 645 203	631 495 748	666 440 080	207 872 755	865 174 183
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(11 026 284)	23 955 896	37 493 108	18 360 642	55 502 431
Moins : revenus d'investissement	6	(5 662 712)	(28 793 680)	(8 401 434)	(36 071 655)	(44 473 089)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(16 688 996)	(4 837 784)	29 091 674	(17 711 013)	11 029 342
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	70 934 651	73 875 160	68 984 044	23 396 654	92 346 919
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	15 341 009		16 448 741		16 448 741
Remboursement de la dette à long terme	10	(56 943 386)	(57 342 323)	(59 682 460)	(5 130 518)	(64 812 978)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(13 978 581)	(16 082 394)	(10 141 960)	(662 983)	(10 804 943)
Excédent (déficit) accumulé	12	9 365 506	4 387 341	2 449 187	(852 258)	1 596 929
Autres éléments de conciliation	13	11 165 692		5 664 272	1 376 189	7 040 461
	14	35 884 891	4 837 784	23 721 824	18 127 084	41 815 129
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	19 195 895		52 813 498	416 071	52 844 471

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	56 230 522	72 079 717	83 162 593
Débiteurs	2	129 796 699	162 857 407	244 046 616
Placements de portefeuille	3	20 000 000	10 000 000	10 054 707
Autres	4	2 378 619	4 685 349	2 378 619
	5	208 405 840	249 622 473	341 949 265
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	662 853 641	677 914 213	755 787 278
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	43 011 400	47 966 100	49 342 500
Autres	9	161 915 058	180 334 216	233 069 607
	10	867 780 099	906 214 529	1 038 199 385
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(659 374 259)	(656 592 056)	(696 250 120)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	1 333 365 975	1 370 284 964	1 651 789 331
Autres	13	98 666 842	96 458 758	103 911 125
	14	1 432 032 817	1 466 743 722	1 755 700 456
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	24 108 716	60 770 999	59 546 168
Excédent de fonctionnement affecté	16	74 831 073	79 760 453	87 985 059
Réserves financières et fonds réservés	17	19 079 601	20 581 333	22 559 496
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	163 917 368)	176 723 960)	180 592 579)
Financement des investissements en cours	19	(51 877 304)	(81 097 648)	(81 173 339)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	870 433 840	906 860 489	1 151 125 531
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	772 658 558	810 151 666	1 059 450 336

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Contrôle de la dette	23	939 112	1 264 113
▪ Fonds d'infrastructure/immobilisation	24	41 138 723	37 198 578
▪ Fonds réserve statutaire	25	5 890 443	6 396 130
▪ Fonds développement immobilier	26	16 200 406	15 568 737
▪ Fonds d'amort. remb.oblig. mun	27	10 750 000	10 350 000
▪ Budget participatif	28	600 000	800 000
▪ Fins communautaires	29	207 500	207 500
▪ Fonds de développement social	30	222 460	
▪ Autres	31	3 811 809	3 046 015
	32	79 760 453	74 831 073
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	8 224 606	8 048 354
	34	87 985 059	82 879 427
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	20 581 333	19 079 601
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	1 978 163	1 781 530
	37	110 544 555	103 740 558

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		Compétences de nature locale 2020	Portrait global
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	472 048 719	725 838 509
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	625 784 995	786 698 531

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	11 728 386	13 582 989
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	532 099 312	517 626 156
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	122 445 569	131 487 446
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	85 238 375	84 071 598
Autres	8	9 232 734	5 069 357
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	760 744 376	751 837 546

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations 2019	Budget 2020	Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	330 427 367	345 068 011	343 505 317	343 504 999
Compensations tenant lieu de taxes	12	15 643 034	15 892 226	16 223 003	15 775 727
Quotes-parts	13	179 040 595	184 571 055	184 267 807	184 267 807
Transferts	14	13 031 629	12 391 216	70 676 758	72 743 173
Services rendus	15	22 616 907	21 113 024	19 265 175	199 185 721
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	46 707 150	41 769 034	44 417 593	44 416 344
Autres	17	9 489 525	5 853 398	17 176 101	16 309 754
	18	616 956 207	626 657 964	695 531 754	876 203 525
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	4 959 128	27 149 680	433 204	36 504 859
Autres	22	703 584	1 644 000	7 968 230	7 968 230
	23	5 662 712	28 793 680	8 401 434	44 473 089
	24	622 618 919	655 451 644	703 933 188	920 676 614

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	68 305 684	68 540 742	3 643 669	72 184 411	72 145 317	71 412 923
Sécurité publique							
Police	2	118 984 082	118 873 803	3 219 801	122 093 604	122 093 604	120 475 446
Sécurité incendie	3	43 215 593	44 588 584	2 818 413	47 406 997	47 406 997	45 528 441
Autres	4	4 953 729	4 701 758	143 781	4 845 539	4 845 539	4 862 422
Transport							
Réseau routier	5	49 923 788	49 427 028	22 473 052	71 900 080	71 900 080	72 808 527
Transport collectif	6	91 624 818	88 917 056	242 487	89 159 543	277 831 690	273 051 527
Autres	7			187 116	187 116	187 116	164 807
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	39 198 548	42 365 338	24 494 612	66 859 950	66 859 950	65 716 272
Matières résiduelles	9	29 942 876	64 817 241	195 777	65 013 018	65 013 018	33 813 726
Autres	10	292 054	4 675 398	497 329	5 172 727	5 172 727	5 660 030
Santé et bien-être	11	2 612 700	2 470 665		2 470 665	2 470 665	2 650 685
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	17 038 894	18 422 691	77 548	18 500 239	18 376 301	16 721 708
Promotion et développement économique	13	4 744 929	6 601 908	310 736	6 912 644	8 369 605	6 158 388
Autres	14	1 975 910	4 024 357	13 084	4 037 441	4 037 441	6 716 093
Loisirs et culture	15	60 175 307	56 740 639	10 666 639	67 407 278	72 781 618	76 986 336
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	24 631 676	22 288 828		22 288 828	25 682 515	28 192 619
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	557 620 588	597 456 036	68 984 044	666 440 080	865 174 183	830 919 950
Amortissement des immobilisations	20	73 875 160	68 984 044	(68 984 044)			
	21	631 495 748	666 440 080		666 440 080	865 174 183	830 919 950

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	5 662 712	8 401 434	36 071 655	44 473 089
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	108 012 269 )(	107 473 573 )(	46 677 782 )(	154 151 355)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	5 315 693 )(	4 310 201 )(	)	4 310 201)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	66 046 187	52 577 794	4 068 000	56 645 794
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	13 978 581	10 141 960	662 983	10 804 943
Excédent accumulé	6	24 867 961	12 059 592	84 394	12 143 986
	7	(8 435 233)	(37 004 428)	(41 862 405)	(78 866 833)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	(2 772 521)	(28 602 994)	(5 790 750)	(34 393 744)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14

Publié par :
Ville de Longueuil
Mai 2021

longueuil